# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

Mardi 10 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°527 ■


AQUACULTURE À SKIKDA

**L'entrée en activité en 2025 de deux fermes d'élevage de moules**

P 16

RELÈVEMENT DE L'ALLOCATION TOURISTIQUE À 750 €

# Vers l'encadrement du marché des changes

***L'Algérie a adopté, lors du dernier conseil des ministres, plusieurs mesures destinées à stimuler son développement et à améliorer les conditions de vie de ses citoyens. Parmi les décisions les plus marquantes, on note le relèvement de l'allocation touristique et la création d'une nouvelle agence pour l'équilibre des finances publiques, deux réformes considérées comme des étapes clés pour renforcer l'économie nationale et réorganiser le marché des changes. Ces initiatives visent à répondre aux enjeux économiques et sociaux du pays tout en traçant une voie vers un avenir prospère.*** P 3

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

## *« L'Algérie peut faire plus »*

Le vice-président de la Banque mondiale (BM) en charge de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Osmane Dione, a affirmé, avant-hier à Alger, que l'économie algérienne est en mesure de réaliser une croissance économique plus soutenue dans un avenir proche, notant l'évolution qualitative du partenariat entre l'Algérie et l'institution financière internationale.

P 2

AGRICULTURE

## *Tebboune ordonne l'adoption d'une stratégie intégrée*

La sécurité alimentaire du pays est un point sur lequel le Président Tebboune accorde une importance particulière. Cela est d'autant plus vrai que le Chef de l'État, qui a présidé ce dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers, a enjoint d'adopter une stratégie intégrée dans le secteur de l'agriculture pour réduire les importations et mettre à profit le nouveau Plan national d'exploitation des eaux usées, qui aura un impact positif sur la production agricole.

P 5

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET RÉDUCTION DES IMPORTATIONS

## *Une gestion optimale des ressources hydriques recommandée*

Face aux défis croissants de la sécurité alimentaire et à une dépendance persistante aux importations, l'Algérie s'engage dans une stratégie ambitieuse visant à atteindre l'autosuffisance dans des produits agricoles essentiels tels que les céréales, les viandes et le lait. Cependant, cette ambition se heurte à une problématique centrale : la gestion des ressources hydriques. Comme l'a souligné Brahim Mouhouche, professeur en sécurité alimentaire et hydrique à l'École Nationale Supérieure Agronomique (ENSA), cette question est au cœur des enjeux agricoles du pays.

P 5

PROMOTION DU TOURISME SAHARIEN

**L'importance du guide touristique soulignée** P 2

PÉTROLE

**Le Brent s'approche des 72 dollars à Londres** P 4

SÉTIF / HUILE D'OLIVE

**Production prévisionnelle de plus de 7 millions de litres** P 5

COOPÉRATION

## Le ministre des Finances reçoit le vice-président de la BM

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu en audience, dimanche à Alger, le vice-président de la Banque mondiale (BM) en charge de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA), Osmane Dione, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcement de la coopération bilatérale, a indiqué un communiqué de ministère. Cette rencontre a constitué une occasion pour "échanger sur les tendances économiques mondiales et leurs impacts sur la région MENA et des principales recommandations pour renforcer davantage la résilience des économies", selon le communiqué. Elle a aussi permis de "faire le point sur le niveau actuel de la coopération liant notre pays et la BM ainsi que sur les actions en perspectives, pouvant être engagé à moyen terme", ajoute la même source. Dans ce cadre, M. Faid a exprimé sa satisfaction quant à la pertinence des actions de coopération en cours avec la BM, notamment en matière de renforcement des capacités et d'appui à la diversification économique du pays. Il a également mis l'accent "sur la volonté de notre pays de consolider les performances économiques positives réalisées dans un contexte mondial compliqué, en mettant en place un cadre prospectif à moyen et long terme, qui prend en compte d'un côté la stratégie et les priorités nationales en matière de développement socio-économique et d'un autre côté, les défis liés aux incertitudes du système économique et financier mondial". Sur un autre plan, les deux parties se sont entendues sur l'importance d'œuvrer pour une visibilité des efforts et des réalisations socio-économiques de l'Algérie à l'international. Sur ce sujet, M. Dione a affirmé que "l'Algérie pourrait s'illustrer comme un leader dans la région MENA sur plusieurs domaines", tout en soulignant le potentiel dont elle dispose en tant "qu'acteur important, grâce à sa position géographique, sa connectivité régionale, sa capacité de devenir un hub logistique, sa stabilité géopolitique, ses ressources naturelles, ses conditions climatiques variées, et son accès aux marchés limitrophes". Il a, dans ce cadre, félicité l'Algérie pour les performances qui sont en train d'être enregistrées, se concrétisant par une reprise économique "vigoureuse et durable".

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

# «L'Algérie peut faire plus»

*Le vice-président de la Banque mondiale (BM) en charge de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Osmane Dione a affirmé, avant-hier à Alger, que l'économie algérienne est en mesure de réaliser une croissance économique plus soutenue dans un avenir proche, notant l'évolution qualitative du partenariat entre l'Algérie et l'institution financière internationale.*

**Synthèse Selma R.**

Dione a indiqué, lors de sa rencontre avec le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, en présence de la délégation l'accompagnant, que «l'Algérie peut faire plus en matière de croissance de son PIB, et de manière plus accélérée», mettant en avant le taux de croissance enregistré par le pays ces dernières années, estimé à 4% par an, avec un retour au rythme de croissance d'avant la crise sanitaire du Covid-19 en peu de temps. Le représentant de la BM a précisé, à ce propos, qu'il s'agissait de «bons résultats obtenus grâce aux efforts des autorités algériennes, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», saluant «la trajectoire économique positive du pays».
Il considère que les performances réalisées par l'économie algérienne ces dernières années la rapprochent de celles accomplies par certaines économies émergentes à travers le monde, «un objectif qui reste à la portée de l'économie algérienne et de ses institutions». Il a également souligné que l'Algérie était capable de «réaliser les mêmes performances économiques que beaucoup de pays émergents, comme le Vietnam», soulignant d'autre part que le partenariat entre l'Algérie et la BM, «actuellement fructueux et solide, est appelé à se renforcer davantage».
Sur un autre registre, la Banque encourage l'économie algérienne à soutenir le secteur privé national et les investissements directs étrangers (IDE), afin de réduire les dépenses de l'Etat, tout en renforçant les entreprises nationales et en les accompagnants pour obtenir de plus grandes parts sur les marchés étrangers, a-t-il dit.

### La BM prête à renforcer le partenariat avec l'Algérie

Le marché africain, a-t-il ajouté, est un «marché important et prometteur» pour les produits algériens appelant à saisir les opportunités de coopération avec la BM, notamment en ce qui concerne les programmes d'échange technique et de formation.
La BM est «prête à renforcer le partenariat avec l'Algérie», en vue de parvenir à des résultats concrets, à même d' «accélérer la dynamique positive dans laquelle l'Algérie s'est engagée», a-t-il soutenu.
De son côté, M. Boughali a mis en avant les progrès réalisés par l'économie algérienne au cours des dernières années, notamment à travers les réformes opérées dans plusieurs secteurs, tels que les finances, l'investissement et la numérisation, ce qui se reflète dans la croissance qui ne cesse de progresser en dépit de la conjoncture internationale difficile et peu favorable.
Ces réalisations ont été mises en évidence dans les rapports de la BM, qui a salué le taux de croissance (4%), et l'augmentation des revenus des Algériens, ce qui a permis à l'Algérie de passer à la catégorie des pays à revenu moyen, a-t-il précisé. Evoquant la contribution du Parlement algérien et de la diplomatie parlementaire aux réformes économiques en cours, Boughali a souligné que l'APN aspire à développer la coopération avec la BM en matière de formation des parlementaires et des cadres de l'Assemblée. Il a, en outre salué "le soutien de la BM à l'Algérie pour faire face aux changements climatiques, notamment à travers son partenariat avec la Délégation nationale aux risques majeurs (DNRM) pour diagnostiquer ces risques et s'y préparer", appelant à développer le partenariat avec cette institution financière mondiale dans le domaine de la gestion des ressources en eau et du dessalement d'eau de mer.

PROMOTION DU TOURISME SAHARIEN

# L'importance du guide touristique soulignée

**Par R E.**

Le rôle du guide touristique dans la promotion du tourisme saharien a été mis en avant par les participants à une rencontre sur "le tourisme saharien et l'investissement dans la ressource humaine", organisée hier à El-Meniaa, à l'initiative de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA). Organisée en coordination avec la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), la rencontre a permis aux intervenants, professionnels et experts en tourisme, de souligner la nécessité de perfectionner les aptitudes du guide touristique à travers l'organisation de sessions de formation lui permettant de mener sa mission avec professionnalisme et, par conséquent, attirer davantage les touristes nationaux et étrangers. Dans son intervention, le directeur de l'Institut national d'hôtellerie et de tourisme de Boussaâda (M'sila), Lakhdar Hadibi, a mis en exergue l'importance d'investir dans la ressource humaine, soulignant, à ce titre, que les pouvoirs publics s'emploient à booster le secteur du tourisme à travers l'amélioration de la formation dans la promotion du tourisme.
Le président de la CAM d'El-Meniaa, Brahim Bendjabou, a fait savoir que cette rencontre vise à valoriser l'importance de développer la ressource humaine en tant qu'élément essentiel dans la promotion des potentialités touristiques des régions sahariennes, dont El-Meniaa. Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a relevé, de son coté, que la wilaya d'El-Meniaa recèle d'importants atouts naturels et archéologiques, dont le vieux ksar remontant au 10e siècle, les dunes de sable et les palmeraies avec leurs paysages sublimes. Il a mis l'accent aussi sur l'importance de la formation dans le domaine touristique ainsi que la création d'emplois dans les créneaux en relation avec le secteur du tourisme, un levier du développement économique national.
Une session de formation sur la vulgarisation et la promotion du tourisme a été animée, en marge de cette rencontre, par des universitaires et spécialistes en direction d'une centaine de jeunes inscrits sur la plateforme numérique du secteur.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RELÈVEMENT DE L'ALLOCATION TOURISTIQUE À 750 €

# Vers l'encadrement du marché des changes

*L'Algérie a adopté, lors du dernier conseil des ministres, plusieurs mesures destinées à stimuler son développement et à améliorer les conditions de vie de ses citoyens. Parmi les décisions les plus marquantes, on note le relèvement de l'allocation touristique et la création d'une nouvelle agence pour l'équilibre des finances publiques, deux réformes considérées comme des étapes clés pour renforcer l'économie nationale et réorganiser le marché des changes. Ces initiatives visent à répondre aux enjeux économiques et sociaux du pays tout en traçant une voie vers un avenir prospère. L'économiste Abderrahmane Hadef revient sur ces réformes et en souligne les implications stratégiques.*

**Par Mourad A.**

Dans une intervention à la « Chaîne I » de la radio nationale, Abderrahmane Hadef a expliqué que ces décisions stratégiques visent à renforcer l'économie nationale tout en améliorant le bien-être des citoyens. Selon lui, « le relèvement de l'allocation touristique, qui fait partie des mesures phares, a particulièrement attiré l'attention, en doublant de manière significative les montants alloués aux citoyens. » Il a ajouté : « Chaque voyageur adulte se verra désormais attribuer 750 euros, tandis que les mineurs bénéficieront de 300 euros. Ce geste marque un tournant après une longue stagnation depuis 1997, et il répond directement aux attentes de la population. » Cette prime, précédemment plafonnée à 15 000 DZD depuis 1997, vise à renforcer le pouvoir d'achat des Algériens et à améliorer leur bien-être, notamment pour les voyages à des fins personnelles ou professionnelles.
L'économiste a également souligné l'importance de cette décision dans l'organisation du marché des changes en Algérie, en affirmant que « cette réforme représente un progrès majeur, tant sur le plan bancaire que parallèle. Elle constitue également un levier pour renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, en facilitant leurs déplacements à l'étranger et en améliorant leur qualité de vie. » Il a précisé que « cette augmentation devrait permettre de mieux encadrer le marché des changes, de réduire l'influence du marché noir et de favoriser l'utilisation des canaux officiels pour l'échange de devises. » Il a ajouté que cette mesure fait partie d'une stratégie à long terme pour améliorer l'image de l'Algérie comme destination économique, en encourageant notamment les investissements étrangers et en stimulant la compétitivité de l'économie nationale.
L'impact de cette réforme ne se limite pas uniquement à l'économie immédiate. Hadef a ajouté : « Cette mesure contribuera également à repositionner l'Algérie comme une destination économique et touristique de choix.
En stimulant l'investissement et en attirant davantage de visiteurs étrangers, elle ouvre de nouvelles perspectives pour l'économie nationale. » Il a précisé que « cela facilitera également les retours des Algériens vivant à l'étranger, dynamisant ainsi les flux financiers au sein du pays. » Cette dynamique pourrait également dynamiser le secteur touristique, un domaine stratégique pour l'avenir de l'Algérie, et encourager la diaspora à revenir, créant ainsi de nouveaux flux de devises.
Un autre aspect essentiel de cette évolution réside dans la création de la nouvelle agence nationale pour l'équilibre des finances publiques. Selon Abderrahmane Hadef, « ce projet vise à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des budgets de l'État. » Il a ajouté : « L'objectif est de soutenir les priorités du président Abdelmadjid Tebboune en fournissant à l'agence des outils modernes et des compétences spécialisées, afin d'assurer une planification stratégique plus précise et de garantir la stabilité des finances publiques. »
Cette nouvelle agence se veut un levier important pour améliorer l'efficacité budgétaire et éviter les conflits d'intérêts, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs économiques nationaux.
En parallèle, les autorités ont également pris des mesures pour soutenir les victimes des inondations survenues en septembre dans le sud du pays. Hadef a salué ce geste, affirmant qu'il reflète « la dimension sociale de l'État, et ce soutien s'accompagne d'une réflexion sur la mise en place d'assurances adaptées aux risques climatiques, comme les inondations et les incendies, pour mieux protéger les citoyens face aux aléas naturels. » Les mesures envisagées visent également à éviter des risques tels que l'épuisement des réserves en devises, tout en maintenant l'ouverture du pays sur le monde.
En somme, ces réformes visent à redéfinir les équilibres économiques et sociaux de l'Algérie. Selon l'économiste, « elles encouragent une gestion plus efficace des ressources, répondent aux besoins urgents de la population et renforcent la position du pays sur la scène internationale. » Ces décisions s'inscrivent dans une vision à long terme, avec l'ambition de transformer l'Algérie en un pays émergent d'ici 2030-2035, et de renforcer le PIB par habitant ainsi que les capacités économiques nationales.

DÉGÂTS OCCASIONNÉS PAR LES INONDATIONS

## Accélérer le règlement définitif du dossier d'indemnisation

**Par R E.**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a enjoint lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, d'accélérer le règlement définitif, avant la fin de l'année en cours, du dossier d'indemnisation pour les dégâts occasionnés par les inondations enregistrées en septembre dernier dans certaines wilayas. Concernant les indemnisations pour les dégâts occasionnés par les inondations enregistrées en septembre dernier dans certaines wilayas, "le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a présenté un rapport détaillé faisant état de l'indemnisation de 1.564 familles pour les sinistres subis par les meubles et les équipements électroniques, à hauteur de 250.000 DA par famille, et de l'octroi de 824 aides financières", précise un communiqué du Conseil des ministres. "Dans le cadre de la réhabilitation de 2.960 habitations, une aide de 700.000 DA a été versée à chaque famille et 344 autres familles ont été relogées", ajoute la même source. Par ailleurs, "la constatation et la classification des dégâts subis par les agriculteurs sont à leur phase finale avant d'entamer l'indemnisation en nature à travers toutes les wilayas concernées, en fonction des assurances et de l'ampleur des dégâts", souligne le communiqué. A cet égard, le président de la République a salué "les efforts consentis par le ministère de l'Intérieur et les différents services de l'Etat pour perpétuer la tradition consistant à être aux côtés des citoyens en période de crises et de catastrophes, en vue d'atténuer l'impact de ces circonstances difficiles avec la diligence requise". Dans le même sillage, le président de la République a enjoint d'"accélérer le règlement définitif de ce dossier avant la fin de l'année en cours, en recensant et en indemnisant tous les cas impactés à travers l'ensemble des wilayas concernées".
Par ailleurs, le chef de l'Etat a enjoint lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, d'accélérer la mise en œuvre du programme ferroviaire, en accordant la priorité au projet d'extension du réseau vers Tamanrasset, indique un communiqué du Conseil des ministres. Après avoir écouté un exposé sur l'état d'avancement des projets ferroviaires, le président de la République a "enjoint d'accélérer la mise en œuvre du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire en adéquation avec les mégaprojets à haut rendement économique", et ce, "en accordant la priorité absolue à la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset et à l'interconnexion avec les pays du voisinage africain", précise le communiqué. Dans le même contexte, le président de la République a également ordonné au Groupe de travaux maritimes (GTM), créé récemment, d'"entamer, séance tenante, le désensablement des petits et moyens ports comme ceux de Boudis à Jijel, de Bejaïa, de Annaba, de Mostaganem, de Ghazaouet, de Cap Djinet, de Ténès et de Dellys", ajoute le communiqué.

L'AUGMENTATION SUBSTANTIELLE DES ALLOCATIONS TOURISTIQUE ET DU HADJ

## Une "bouffée d'oxygène" pour les voyageurs

**Par R E.**

Des experts et des professionnels ont estimé, hier dans des déclarations à l'APS, que «l'augmentation substantielle» des allocations touristique et du hadj, décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dimanche en Conseil des ministres, était une «bouffée d'oxygène» pour les voyageurs algériens, soulignant la nécessité d'accélérer la mise en place des cadres réglementaires nécessaires à cette opération. Le président de la République avait décidé, dimanche en Conseil des ministres, de porter l'allocation touristique à 750 euros par voyageur algérien majeur et à 300 euros par voyageur algérien mineur, à compter de janvier 2025, et l'allocation du hadj à 1000 dollars par pèlerin algérien, à compter de la prochaine saison de hadj, honorant ainsi l'un de ses principaux engagements visant à améliorer les standards de bien-être, sachant qu'un décret exécutif fixant les modalités d'obtention de cette allocation sera publié ultérieurement. A ce propos, Sofiane Mazari, responsable au sein de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), a souligné que «cette augmentation substantielle de l'allocation touristique, qui a presque septuplé, permettra aux citoyens algériens de voyager à l'étranger dans de meilleures conditions». Pour l'économiste Boubekeur Salami, cette décision «permettra aux Algériens souhaitant voyager à l'étranger pour accomplir les rites du hadj ou dans le cadre du tourisme, des études ou des soins d'être plus à l'aise sur le plan financier». L'expert a, dans ce contexte, insisté sur «l'importance d'accélérer la mise en place des mécanismes et cadres réglementaires nécessaires à cette opération». Le professeur de Finances à l'Université Kasdi-Merbah (Ouargla), Slimane Nacer, a, lui aussi, salué cette décision qui, a-t-il dit, «une fois appliquée, sera un bouffée d'oxygène pour les voyageurs algériens, notamment les touristes, dans la mesure où cette allocation couvrira une importante partie des dépenses de leur séjour à l'étranger». De plus, «cette décision n'impactera pas l'économie nationale ni les réserves de changes», a-t-il soutenu, soulignant la nécessité de redoubler d'efforts dans la diversification des exportations hors hydrocarbures pour faire entrer des devises. Pour sa part, l'économiste Houari Tigharsi a estimé que «l'augmentation conséquente de cette allocation est de nature à réduire la pression sur les citoyens souhaitant voyager à l'étranger».

LG THINQ

## L'application qui transforme votre maison en un espace intelligent

LG ThinQ, l'application incontournable pour gérer tous vos appareils intelligents LG, est déjà adoptée par des millions d'utilisateurs dans le monde entier. Elle transforme l'expérience de la maison connectée en alliant simplicité, personnalisation et innovation. Personnalisez votre maison avec LG ThinQ. Organisez vos espaces pièce par pièce, ajoutez vos appareils LG et créez une ambiance unique grâce à des options de décoration numérique.

Grâce aux routines LG ThinQ, l'application adapte vos appareils à vos besoins. Que vous soyez à la maison ou en déplacement, l'application ajuste automatiquement les paramètres de vos appareils. Le mode Sommeil, par exemple, optimise l'environnement pour une nuit de repos agréable. Surveillez et contrôlez vos appareils LG à tout moment et où que vous soyez, grâce à une simple connexion Internet. Plus besoin d'attendre devant le lave-linge ou de vous soucier d'oubli d'appareils allumés : LG ThinQvous assure tranquillité d'esprit. Facilitez vos repas grâce à LG ThinQ. Scannez le code-barres de vos plats préparés ou surgelés pour que votre four reçoive automatiquement les paramètres de cuisson adaptés. Enregistrez vos recettes préférées dans la section "Mes recettes" pour y accéder facilement. Avec la fonction Magic Tap, échangez facilement contenu et audio entre votre téléviseur et votre téléphone. Remplacez votre télécommande et profitez d'une expérience fluide entre vos appareils. L'application LG ThinQanticipe vos besoins quotidiens. Connectée à Amazon et Alexa, elle détecte les produits manquants, comme les filtres à eau ou les produits ménagers, et vous aident à les commander rapidement. Prolongez la durée de vie de vos appareils grâce à Smart Diagnosis. L'application détecte les problèmes potentiels et vous propose des solutions immédiates, tout en vous donnant un accès direct au support client si nécessaire. LG ThinQ simplifie votre quotidien en offrant un contrôle total de vos appareils LG, pour une maison plus intelligente et connectée. Téléchargez l'application dès aujourd'hui et découvrez un nouveau niveau de confort et de praticité.

INDUSTRIE

# Garantir l'exactitude des données statistiques

Le ministre de l'industrie, Sifi Ghrieb, a mis l'accent, avant-hier à Alger, sur la nécessité de garantir l'exactitude des données statistiques fournies par les groupes relevant du secteur de l'Industrie.

Soulignant l'importance des statistiques dans la prise de décision, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a appelé à la mise en place d'une plateforme dédiée à la collecte de données économiques et d'un système de transmission d'informations fiables et vérifiables au niveau du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, en adoptant des solutions intelligente avec la contribution des startups, selon le communiqué du ministère.

M. Ghrieb s'exprimait lors d'une réunion tenue au siège du ministère avec les responsables de la Société d'études économiques, d'analyse financière et d'évaluation prospective (ECOFIE), en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de la Production pharmaceutique, M. Fouad Hadji.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des réunions d'évaluation avec les différents acteurs du secteur industriel et pharmaceutique, a précisé la même source. Le ministre a insisté sur l'importance de la cartographie géographique du tissu industriel national et sur sa mise à jour régulière par les directions de l'industrie des wilayas afin de donner une vision globale du tissu industriel et d'orienter la politique industrielle future, ajoute la même source.

Créée en 1998, cette instance est chargée de l'élaboration des rapports financiers et statistiques sur le secteur public commercial. Elle constitue une base de données économiques et financières couvrant 11 groupes relevant du secteur industriel, en sus de 25 groupes et entreprises publics à caractère économique affiliés à d'autres secteurs économiques. Elle représente un outil décisionnel permettant un suivi permanent des activités et des performances du secteur public commercial, a conclu la même source.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES ENR

# Les opportunités de coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale évoquées

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, dimanche à Alger, le Vice-président de la Banque mondiale (BM) en charge de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Ousmane Dione, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre avec M. Dione et la délégation l'accompagnant s'est déroulée au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer, du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, et des cadres du ministère.

Les deux parties ont évoqué "les opportunités de coopération entre l'Algérie et la Banque mondiale, notamment en matière d'échange d'expertises et d'assistance technique dans les projets en cours et futurs pour le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, outre les projets du secteur minier", selon le communiqué. A cette occasion, M. Arkab a mis en exergue les principaux points et axes du programme de développement du secteur sur le plan énergétique et minier, affirmant que l'Algérie s'attelait à diversifier les ressources de l'économie nationale, conformément au plan d'action du Gouvernement. Le ministre s'est dit satisfait des résultats "fructueux" réalisés par le secteur en matière de coopération avec la Banque mondiale, jusque-là, appelant à la renforcer dans le domaine des énergies renouvelables et à développer les ressources minières qui figurent parmi les priorités du Gouvernement. De son côté, M. Dione s'est félicité de la tenue de cette rencontre qui lui a permis de s'informer davantage sur les perspectives de développement du secteur de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables en Algérie, notamment en matière de diversification des sources d'énergie et des programmes de développement du secteur minier, saluant la convergence des vues et des politiques entre l'Algérie et la BM, selon le communiqué du ministère.

PÉTROLE

## Le Brent s'approche des 72 dollars à Londres

Les cours du pétrole montaient lundi, poussés par l'instabilité au Proche-Orient, et soutenus par le maintien des coupes de l'Opep+ jeudi dernier. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 1,01% à 71,84 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, gagnait 1,19% à 68,00 dollars. Jeudi dernier, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+), qui fournit près de la moitié des volumes de pétrole dans le monde, a prolongé ses réductions de production actuelles jusqu'à fin mars 2025. Les rapports mensuels de l'Opep et de l'Agence internationale de l'énergie sont attendus dans la semaine. L'attention reste dirigée vers les données économiques mitigées en provenance de la Chine, premier importateur mondial d'or noir, dont la réussite ou non de la relance économique pourrait fortement faire varier les cours du pétrole dans les prochains mois.

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 425,00 | 425,00 | 0,00 | -0,18 | -0,65 | 8,20 | 7,06 | 2437 | 1 035 725,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 350,00 | 2350,00 | 0,00 | 1,45 | 2,14 | 7,05 | 7,66 | 1000 | 2 350 000,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 240,00 | 2240,00 | 0,00 | -1,18 | -1,96 | 11,78 | 5,58 | 350 | 784 000,00 |
| EGH EL AURASSI | AUR | 400,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -4,53 | 5,06 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 405,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -13,49 | 2,03 | - | 0 | 0,00 |

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Décembre 2024

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg | | | أسعار التجزئة[1] دج / كلغ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | المنتجات | | |
| Légumes frais | Pomme de terre | 72 | 84 | 60 | البطاطا | خضر طازجة | |
| | Tomate | 74 | 82 | 66 | الطماطم | | |
| | Oignon sec | 49 | 56 | 42 | البصل الجاف | | |
| | Ail sec | 461 | 528 | 394 | الثوم الجاف | | |
| | Carotte | 69 | 78 | 60 | الجزر | | |
| | Navet | 84 | 93 | 74 | لفت | | |
| | Choux fleur | 75 | 85 | 65 | قرنبيط | | |
| | Choux | 74 | 83 | 65 | الكرنب | | |
| | Courgette | 133 | 147 | 120 | الكوسة | | |
| | Haricot vert | 150 | 166 | 134 | الفاصولياء الخضراء | | |
| | Laitue | 91 | 104 | 78 | الخس | | |
| Fruits frais | Clémentine | 142 | 185 | 100 | الكليمونتين | فواكه طازجة | |
| | Orange | 125 | 165 | 85 | البرتقال | | |
| | Citron | 140 | 160 | 120 | الليمون | | |
| | Pomme locale | 375 | 475 | 275 | التفاح المحلي | | |
| | Datte | 502 | 625 | 379 | التمر | | |
| | Grenade | 155 | 179 | 130 | الرمان | | |
| | Banane | 465 | 480 | 451 | الموز | | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 1769 | 1893 | 1645 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني | |
| | Poulet de chair | 413 | 426 | 401 | الدجاج | | |
| | Œufs (Unité) | 19 | 20 | 18 | البيض (وحدة) | | |
| | Lait de vache (Litre) | 95 | 100 | 90 | حليب البقر (لتر) | | |

AGRICULTURE

# Tebboune ordonne l'adoption d'une stratégie intégrée

*La sécurité alimentaire du pays est un point sur lequel le Président Tebboune accorde une importance particulière. Cela est d'autant plus vrai, que le Chef de l'Etat qui a présidé, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à plusieurs dossiers a enjoint d'adopter une stratégie intégrée dans le secteur de l'agriculture pour réduire l'importation, et de mettre à profit le nouveau Plan national d'exploitation des eaux usées, qui aura un impact positif sur la production agricole.*

**Par Réda Hadi**

Lors de ce conseil, Tebboune, tout en saluant les efforts déployés dans le secteur de l'agriculture, dont, a-t-il dit, « l'impact est aujourd'hui palpable »,a appelé à « l'adoption d'une vision prospective claire et précise à même d'assurer, dans un premier temps, la disponibilité des produits agricoles sur le marché national en quantités suffisantes, avant d'aller vers l'exportation des produits ayant enregistré un excédent notable cette saison ».

En effet, les efforts du Président pour développer davantage ce secteur et confirmer les récents résultats obtenus, signifie à chaque conseil des ministres la marche à suivre.

C'est d'ailleurs dans cette optique et conformément aux décisions du Président de la République concernant la régularisation des terres agricoles en 2025, et aux résultats du Conseil des ministres tenu la semaine dernière à ce sujet, Youcef Chorfa, Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a installé Commission nationale de régularisation des Cette commission, composée de tous les acteurs et partenaires impliqués dans ce dossier, prendra en charge l'organisation d'ateliers de travail durant lesquels seront discutées et étudiées les mécanismes nécessaires à la régularisation des terres agricoles, en tenant compte des différentes modalités légales qui les encadrent. L'objectif est de préparer une feuille de route pratique pour assainir tous les cas en suspens dans ce domaine, afin de régulariser la situation des investisseurs réels et de renforcer leurs capacités de production, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et à la diversification de l'économie nationale.

En effet, le plan agricole 2024-2025 en Algérie, instruit par Tebboune et suivi par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche, vise non seulement à augmenter les surfaces cultivées, mais aussi à moderniser les infrastructures agricoles.

Cela étant, il faut rappeler que lors d'une rencontre tenue récemment avec les agriculteurs, le Président Tebboune a mis en avant plusieurs mesures stratégiques pour renforcer le secteur agricole. L'interdiction totale d'importation de blé dur est une mesure phare visant à réduire la dépendance du pays aux importations et à renforcer sa souveraineté alimentaire. Il a également ordonné la résolution définitive des problèmes liés à la propriété foncière agricole d'ici fin 2025, afin de sécuriser les droits des agriculteurs et d'encourager les investissements. Pour soutenir les producteurs, il a demandé aux banques de faciliter l'octroi de crédits destinés à la construction de chambres frigorifiques et au stockage des produits agricoles, garantissant ainsi la stabilité des prix sur le marché.

En matières de performance, l'Algérie s'est particulièrement distinguée ces derniers temps et a enregistré des performances remarquables dans plusieurs filières agricoles, notamment l'oléiculture, l'agrumiculture, les dattes, la pomme de terre et les abricots.

Dans le domaine de l'oléiculture, le pays se classe actuellement quatrième mondialement pour la production d'olives de table, avec un programme ambitieux visant à planter un million d'oliviers d'ici 2024.

En ce qui concerne les agrumes, l'Algérie continue d'améliorer ses rendements grâce à une meilleure gestion des cultures. La production d'agrumes est en constante augmentation, avec des variétés comme les oranges et les citrons qui sont particulièrement prisées tant sur le marché local qu'international.

L'Algérie est parmi les premiers producteurs mondiaux, avec une production estimée à 1,24 millions de tonnes par an, selon le dernier classement de la FAO pour 2024. Pour la pomme de terre, la wilaya d'El-Oued se distingue par sa production exceptionnelle, avec une récolte annuelle dépassant 11,5 millions de quintaux. Cette région représente plus de 30% de la production nationale et joue un rôle clé dans l'économie agricole du pays, aux côté des autres bassins comme Mascara, Mostaganem, Bouira ou El-Oued. D'autres fruits et légumes comme la pomme, l'ail, l'oignon, le piment et le poivron, la tomate, la pastèque et le melon, etc., sont également produits en quantités et en qualités et sont exportés vers les pays du Golfe, où ils sont très prisés ; ainsi qu'aux Amériques.

SÉTIF /HUILE D'OLIVE

## Production prévisionnelle de plus de 7 millions de litres

**Par R E.**

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Sétif prévoit une production de plus de 7 millions de litres d'huile d'olive au terme de la campagne de récolte en cours, a indiqué lundi le directeur de ces services, Mohamed Bouleftet. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'une récolte de 437.000 quintaux d'olive devra être obtenue sur une superficie productive de 27.498 hectares sur un total de 29.901 hectares de vergers oléicoles, tandis que la production d'huile d'olive devra atteindre plus de 7 millions de litres. Pas moins de 270.000 litres d'huile d'olive ont été produits à ce jour après la trituration de la récolte de 795 hectares et l'opération est poursuivie parallèlement à une campagne menée en coordination avec la chambre locale de l'agriculture pour sensibiliser les oléiculteurs à la nécessité d'éviter certaines pratiques qui affectent la qualité de l'huile, a encore précisé le directeur des services agricoles. Des perspectives prometteuses s'offrent à cette filière agricole, notamment dans les localités du Sud de la wilaya qui connaissent une extension des superficies réservées à l'oléiculture qui était jusqu'il y a peu limitée au Nord de la wilaya, a assuré le même responsable qui a mis l'accent à ce propos à l'impact important du programme d'accompagnement et de développement de la filière et de soutien aux producteurs ciblant la plantation de 1.000 hectares d'oliviers en 2025. A cela s'ajoute le programme du barrage vert qui concerne 9 communes du Sud de la wilaya pour y planter un nombre considérable d'oliviers durant les 5 prochaines années, a-t-il encore indiqué. La wilaya connait, a-t-il ajouté, un engouement notable pour l'investissement dans cette filière traduit par l'augmentation constante du nombre d'huileries modernes à la faveur de la stratégie publique de développement de la filière oléicole.

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET RÉDUCTION DES IMPORTATIONS

## Une gestion optimale des ressources hydriques recommandée

**Par Mourad A.**

Face aux défis croissants de la sécurité alimentaire et à une dépendance persistante aux importations, l'Algérie s'engage dans une stratégie ambitieuse visant à atteindre l'autosuffisance dans des produits agricoles essentiels tels que les céréales, les viandes et le lait. Cependant, cette ambition se heurte à une problématique centrale : la gestion des ressources hydriques. Comme l'a souligné Brahim Mouhouche, professeur en sécurité alimentaire et hydrique à l'École Nationale Supérieure Agronomique (ENSA), cette question est au cœur des enjeux agricoles du pays.

L'agriculture algérienne repose largement sur des précipitations irrégulières, une caractéristique préoccupante qui complique la planification agricole. Lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Brahim Mouhouche a précisé : « Si les régions du centre et de l'est bénéficient d'une pluviométrie relativement normale, sa répartition demeure inégale, rendant difficile une planification efficace. À l'ouest, le déficit hydrique constitue un obstacle majeur, tandis que les zones du sud, nécessitant une irrigation intégrale, posent des défis colossaux en termes de mobilisation des ressources en eau. »

Face à ces contraintes, le professeur a insisté sur la nécessité d'adopter des solutions innovantes pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles. Parmi les pistes évoquées, la collecte des eaux pluviales, l'irrigation localisée permettant une économie d'eau allant jusqu'à 50 % et l'utilisation des eaux usées traitées figurent comme des opportunités majeures. La relance de 60 % des stations d'épuration existantes, couplée à la construction de retenues collinaires, est également une priorité pour étendre les surfaces irriguées et répondre aux besoins des cultures stratégiques.L'efficacité de la gestion de l'eau repose également sur sa valorisation. Brahim Mouhouche a souligné : « Les cultures stratégiques, comme le blé, l'orge ou la pomme de terre, doivent être priorisées pour garantir la sécurité alimentaire nationale. » En parallèle, il a recommandé d'orienter l'eau vers des cultures à forte valeur ajoutée, afin de renforcer la rentabilité du secteur agricole tout en préservant les priorités stratégiques du pays.Par ailleurs, l'Algérie est reconnue pour ses efforts significatifs en soutien au secteur agricole, notamment à travers la subvention d'infrastructures, de matériel et d'intrants. Cependant, Brahim Mouhouche a noté que ces aides nécessitent une meilleure exploitation : « Instaurer des contrats de performance pourrait encourager les agriculteurs à maximiser leurs rendements, tout en responsabilisant les bénéficiaires des aides publiques. » La modernisation du secteur agricole repose également sur l'intégration de technologies innovantes et l'adaptation des cultures aux réalités climatiques. Selon le professeur, le développement de semences résistantes et économes en eau, soutenu par la recherche scientifique et les initiatives des startups, constitue une piste prometteuse pour rendre l'agriculture plus durable et plus résiliente. Cependant, il a déploré que 98 % des stations d'épuration en Algérie soient dépourvues de systèmes de distribution pour l'eau recyclée, soulignant le potentiel immense encore inexploité. Ces eaux usées traitées pourraient irriguer les cultures, refroidir des moteurs industriels, renouveler les nappes phréatiques ou encore être utilisées pour l'entretien des espaces verts et la lutte contre les incendies. Leur valorisation exige des investissements en infrastructures, mais promet des bénéfices significatifs pour le secteur agricole et pour l'environnement. Enfin, la transition vers une agriculture durable passe par une prise en compte des changements climatiques dans les politiques agricoles. Brahim Mouhouche a affirmé : « Une gestion efficiente de l'eau, alliée à des pratiques modernes, doit devenir le socle d'une stratégie nationale. En valorisant chaque ressource, en intégrant les nouvelles technologies et en sensibilisant les agriculteurs à des pratiques optimisées, l'Algérie pourra non seulement réduire sa dépendance aux importations, mais aussi renforcer sa souveraineté alimentaire». En conclusion, l'autosuffisance alimentaire et la réduction des importations passent inévitablement par une gestion rigoureuse et innovante de l'eau. Avec des efforts conjoints en matière de recherche, d'infrastructures et de pratiques agricoles, l'Algérie se positionne sur la voie d'une agriculture résiliente et durable, en adéquation avec ses ambitions stratégiques.

SKIKDA

## Remise de 11 camions à benne tasseuse à des communes

Onze camions à benne tasseuse destinés à la collecte des déchets ménagers viennent d'être remis à plusieurs communes de la wilaya de Skikda, apprend-on dimanche des services de la wilaya.
Selon la même source, l'opération supervisée par le wali, Saïd Akhrouf au siège de la wilaya a bénéficié aux communes d'Oued Zhour, BekkoucheLakhdar, Oum Toub, Cheraia, Kerkera, Beni Zid, Djendel, Bin El Ouiden, Filfila, Salah Bouchaour et El Harrouch.
L'acquisition de ces véhicules a été financée par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales via la direction de l'administration locale, a précisé la même source.
Le renforcement des parcs roulants de collecte des déchets ménagers des communes permettra d'améliorer l'hygiène de l'environnement et du cadre de vie des citoyens ainsi que de rattraper les dysfonctionnements enregistrés en ce domaine dans certains quartiers et agglomérations, a ajouté la même source.

GHARDAÏA

## Au moins 250 interventions chirurgicales de la cataracte effectuées gracieusement

Au moins 250 interventions chirurgicales de la cataracte ont été effectuées gratuitement à Ghardaia, sur des patients issus de catégories défavorisées des wilayas du Sud, dans le cadre d'une action de solidarité, a-t-on appris jeudi des organisateurs.
Initiée par l'Association caritative « Tagemi » de la commune d'El-Atteuf (Ghardaïa), avec le soutien des services de la direction locale de la Santé, cette action médico-sociale d'envergure, qui a pris fin aujourd'hui au niveau de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Brahim-Tirichine, a permis aux patients atteints de cataracte de découvrir la joie de récupérer la vue. Durant trois jours, plus de 1100 consultations ont été également effectuées par des praticiens spécialisés, venus volontairement de différentes wilayas du pays pour venir en aide aux personnes atteintes de pathologies oculaires, selon les statistiques du service de chirurgie oculaire de l'EPH « Brahim Tichichine ».

OUARGLA

# Intégrer les personnes aux besoins spécifiques dans le domaine de l'entrepreneuriat

*Les participants à un séminaire national sur les personnes aux besoins spécifiques et l'entrepreneuriat, tenue dimanche à l'université d'Ouargla, ont plaidé pour l'insertion de cette catégorie sociale dans le domaine de l'entrepreneuriat à l'effet d'améliorer leur qualité de vie et leur permettre de réaliser leur indépendance économique.*

Intervenant par visioconférence, la directrice du Centre National des études, de l'information et de la documentation sur la famille, la femme et l'enfance, Mokhtaria Daci, a mis en avant les efforts fournis par l'Etat pour la prise en charge de cette catégorie sociale, en vue de leur venir en aide, les insérer socialement et les impliquer dans le développement multisectoriel du pays.
"Il s'avère nécessaire de renforcer l'esprit entrepreneurial chez cette catégorie sociale jouissant de capacités et de compétences susceptibles de contribuer au développement d'un entrepreneuriat de qualité contribuant au développement et à l'essor socioéconomique", a-t-elle indiqué.
Pour sa part, la présidente du séminaire, Dr. Nadia Boudiaf, de l'université d'Ouargla, a affirmé qu'"appuyer l'entrepreneuriat chez les personnes aux besoins spécifiques ne constitue pas une action sociale, mais un investissement dans des compétences à même de s'impliquer dans le développement d'une économie forte et durable".
L'intervenante a estimé que l'insertion de cette catégorie sociale leur permettra également de retrouver la confiance, d'atteindre l'autonomie et de ne plus compter sur autrui.
Abondant dans le même sens, Dr. NasreddineLakhdari (université d'Ouargla) a évoqué le cadre juridique et législatif des projets retenus pour les handicapés, la réglementation soutenant leurs activités et la notion de l'insertion sociale des personnes aux besoins spécifiques.
Dr. HanaCherifi (université d'Alger) a mis en exergue les mécanismes d'accompagnement et d'incubation des projets d'étudiants aux besoins spécifiques, à la lumière de l'arrêté ministériel 1275, et l'importance d'accompagner et de soutenir les entrepreneurs handicapés dans la concrétisation de leurs projets.
L'universitaire Leila Hemissi (université de Guelma), a, dans une communication conjointe avec Dr. Saci Houamdi (université d'El-Oued), ont souligné la mission de l'université en termes d'accompagnement des projets d'innovation des personnes aux besoins spécifiques, l'université d'El-Oued comme modèle, où un groupe d'étudiants handicapés se sont attelés à monter des microprojets avec l'appui des responsables des centres d'encouragement de l'entrepreneuriat en milieu universitaire.
Lors de cette rencontre, plusieurs communications ont été présentées, par visioconférence et en présentiel, par des experts, des académiciens et des psychologues issus de plusieurs universités du pays, et ayant trait à des axes divers liés à la thématique générale du séminaire.
Parmi ces thèmes, le rôle des projets aidés par l'intelligence artificielle dans l'insertion sociale des personnes aux infirmités, le soutien psychologique des porteurs de projets, le renforcement de l'esprit entrepreneurial chez les handicapés, avec des modèles de projets réussis en Algérie, et le renforcement de la santé mentale en tant qu'élément incitatif à la réalisation des projets.
Placée sous le slogan "Des petits métiers à l'innovation", la rencontre, initiée par la faculté des sciences humanités et sociales, sous l'égide du laboratoire de la qualité des programmes d'éducation spéciale et d'enseignement intensif, s'assigne comme objectifs la sensibilisation sur l'importance de l'entrepreneuriat chez les personnes aux besoins spécifiques, ainsi que les procédures et efforts de recherches retenus pour l'entrepreneuriat des handicapés.
Elle vise aussi à débattre des dimensions de l'entrepreneuriat dans le domaine éducatif, l'examen des défis rencontrés par les handicapés, les opportunités de réussite et de consolidation de l'esprit entrepreneurial, et les solutions d'appui à cette catégorie sociale à travers des projets leur permettant de s'imposer dans la vie active.
Initiée avec le concours du Centre national des études, de l'information et de la documentation sur la famille, la femme et l'enfance, la direction de la Solidarité et de l'Action sociale (DASS) d'Ouargla, des acteurs de la société civile et des associations s'intéressant aux personnes aux besoins spécifiques, la rencontre a donné lieu à la mise en place d'un atelier de formation sur les compétences entrepreneuriales des handicapés, l'exposition de projets innovants de cette catégorie et des modèles d'associations activant dans la prise en charge psychologique et socioprofessionnelle des handicapés.

AÏN TÉMOUCHENT

## 56 hectares réservés à la réalisation d'un nouveau pôle urbain

Une assiette foncière de 56 hectares a été réservée, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, à la réalisation d'un nouveau pôle urbain dans le village d'El-Keraïa, situé dans la commune de Hassi El-Ghella, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya.
Dans cette optique, le secteur de l'habitat a programmé la réalisation de 1.000 logements de type public locatif (LPL) et 600 unités de type logement promotionnel aidé (LPA) dans ce nouveau pôle urbain de la localité d'El-Keraïa, située à environ 5 km de la commune de Hassi El-Ghella, près du chemin de wilaya 18 (CW18) menant à la plage de Sassel, a précisé le directeur du Logement, NadjiballahKaddour.Le secteur prévoit également d'affecter une partie du programme de logement en formule location-vente (AADL) à ce site, qui dispose d'une capacité foncière permettant d'accueillir l'équivalent de 4.300 nouvelles unités d'habitation, toutes formules confondues, selon le même responsable.
Les travaux d'aménagement urbain et de raccordement de ce site aux réseaux nécessaires (eau potable, assainissement, électricité ), ainsi que l'aménagement extérieur, nécessitent une enveloppe budgétaire de 5 milliards de dinars, selon une étude technique réalisée à cet effet.
Le wali d'Aïn Témouchent, Mabrouk OuledAbdennebi, a insisté lors de sa visite sur le site, samedi soir à El-Keraïa, sur l'importance de doter le futur pôle urbain en équipements publics nécessaires pour créer des quartiers intégrés et de prendre en charge les travaux d'aménagement, notamment la création d'espaces verts.
Le wali a également souligné la nécessité de construire un lycée, un collège et un groupe scolaire pour le cycle primaire dans ce pôle urbain, ainsi qu'une polyclinique, "des infrastructures considérées comme essentielles", a-t-il déclaré.
La création de ce nouveau pôle urbain dans la commune de Hassi El-Ghella constitue l'une des solutions adoptées par les pouvoirs publics locaux afin de surmonter le problème du manque d'assiettes foncières nécessaires à l'accueil des programmes de logement dans la commune d'Aïn Témouchent et plusieurs autres communes de la wilaya, a-t-on indiqué.

## APRÈS LA CHUTE DU GOUVERNEMENT BARNIER

# Une crise économique inéluctable?

*Alors que la France doit rembourser sa dette, réduire son déficit, pérenniser sa croissance et sauvegarder ses emplois, elle n'a plus de gouvernement et n'a voté aucun budget pour 2025.Voilà, c'est fait. Pour la première fois depuis 1962, un gouvernement en exercice est tombé après une motion de censure votée par l'Assemblée nationale. L'équipe de Michel Barnier n'aura finalement tenu que deux mois et le pays plonge un petit peu plus dans la crise et l'incertitude politique.*

En effet, selon de nombreux observateurs, en décidant de censurer le gouvernement après qu'il a voulu faire passer en force le budget 2025 par 49.3, la France se retrouve ingouvernable, sans majorité nette et sans aucune capacité de faire émerger des coalitions majoritaires. Politiquement, c'est grave et intenable. Pire encore, économiquement, cela pourrait provoquer un certain nombre de soubresauts inquiétants pour l'avenir du pays.

### Pas de budget, c'est aussi plus d'impôts et moins de revenus

D'abord, sur des questions purement techniques, ne pas voter un budget pour 2025 conduirait à une absence d'indexation du barème d'impôt sur le revenu sur l'inflation, et donc à une augmentation d'impôt artificielle pour tous les ménages ayant connu une hausse de salaire en 2024. On reviendrait sur les niveaux de 2024 sans rattrapage ni adaptation aux évolutions de 2025. Ainsi, une personne seule gagnant 2.000 euros par mois payerait au total 50 euros en plus sans indexation du barème sur l'inflation. Le montant grimperait jusqu'à 130 euros en plus pour un couple avec deux enfants gagnant 5.000 euros par mois, selon le simulateur de la Direction générale des finances publiques.

Ensuite, quid des marchés financiers, où la confiance envers la France s'est altérée depuis maintenant plusieurs années après une détérioration de ses finances publiques, une augmentation de sa dette et une incapacité à contrôler ses déficits? Sans budget, comment assurer une stabilité et rétablir la confiance de nos créanciers? Aujourd'hui, l'état de la France s'est tellement abîmé que le pays emprunte à des taux plus importants que ceux de la Grèce et que l'écart avec les taux d'intérêt allemands, le fameux «spread», a battu des records historiques.

Si le pays est incapable de rétablir un équilibre comptable, de s'imposer une rigueur budgétaire pour réduire ses dépenses fastueuses et de voter sereinement un budget accepté par le plus grand nombre, comment pourrait-il continuer à rassurer les investisseurs, à rassurer ses créanciers et à s'assurer l'emprunt de liquidités pour maintenir son train de vie? Beaucoup alertent sur un risque de crise financière.

### Pas de gouvernement, c'est une crise politique qui s'intensifie

Mais ça n'est pas le plus inquiétant aujourd'hui. Selon une étude de l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE), sur les prévisions de croissance en 2025, le plus dangereux reste une probable crise économique, générée par l'incertitude politique nationale. «La dissolution de l'Assemblée nationale du 9 juin 2024 a ouvert une période d'incertitude politique dans l'Hexagone, qui n'a pas été résolue par le résultat des élections législatives des 30 juin et du 7 juillet, décrit l'OFCE. Si la formation d'un gouvernement de coalition minoritaire a pu atténuer l'incertitude, la pérennité de son action est loin d'être garantie, dans un contexte budgétaire tendu.»

D'après cette étude, les aléas et les inconnus politiques, se traduisant par l'absence d'un gouvernement majoritaire et d'une incapacité à conduire le pays, pourraient provoquer une réduction de croissance de 0,2 point en 2025. Autrement dit, sur l'année prochaine, avec une estimation de croissance déjà faible à 1,1%, la crise politique provoquerait un retrait à 0,9% de croissance, soit un niveau extrêmement bas. L'indice d'incertitude politique, construit par l'Observatoire, serait d'ailleurs sur l'année 2024 à son plus haut niveau historique, du jamais vu depuis la création de l'indicateur, à 50% au-dessus de la moyenne de long terme.

Une crise économique arrive telle une prophétie autoréalisatrice: parce qu'on y croit, elle survient; parce qu'on l'anticipe, elle devient réalité.

Comment expliquer ce phénomène? Selon l'OFCE, «la croissance serait pénalisée en particulier par l'affaiblissement de l'investissement des sociétés non financières. En outre, un choc ponctuel sur l'incertitude politique génère une hausse, visible encore huit trimestres après le choc d'incertitude politique, du taux d'intérêt national, ce qui explique une certaine persistance des pertes de PIB.» C'est une logique keynésienne à appliquer ici, fondée sur l'incertitude, la peur de l'avenir et les prophéties autoréalisatrices.

Les sociétés non financières, plus simplement les entreprises, n'auraient pas confiance en l'avenir, constateraient ou anticiperaient un ralentissement de l'activité économique, précisément parce qu'aucun budget ne serait voté, que le barème de l'impôt sur le revenu ne serait pas corrigé de l'inflation, que les valorisations du salaire des fonctionnaires ne seraient pas votées, etc.

Ainsi, si le monde de l'entreprise n'anticipe pas de hausse, pas de croissance, pas d'évolution, ils n'investira pas, ne produira pas, n'embauchera pas, par peur d'un avenir incertain. En conséquence, un ralentissement économique, calculé à 0,2 point par l'OFCE, s'opèrerait.

Cette vision économique est même confirmée par l'Insee à travers son indice de confiance des entreprises. Cet indicateur, appelé «le climat des affaires» et fondé sur un questionnaire envoyé à 500 entreprises françaises, s'est fortement dégradé. À 99 points en juin 2024, il chute à 92 et s'écarte nettement de sa moyenne de longue période (100). Hors crise sanitaire, il s'agit de la plus forte baisse depuis novembre 2008. Les entreprises n'ont plus confiance et bloquent leurs carnets de commandes. Comme elles ne dépensent plus, n'achètent plus, n'investissent plus, précisément parce qu'elles pensent que le climat se détériore, la demande anticipée baisse et provoque ce que les acteurs craignaient. Une crise économique arrive telle une prophétie autoréalisatrice: parce qu'on y croit, elle survient; parce qu'on l'anticipe, elle devient réalité.

Parce qu'on a peur, on nourrit l'incertitude, le marasme et les aléas. Ces derniers nourrissent, tel un cercle vicieux, nos craintes. Les crises se nourrissent d'elles-mêmes, la crise politique apporte la crise financière et la crise économique. Seul un gouvernement aurait été capable de rassurer et de solutionner le problème. Malheureusement, la France n'en a pas.

**Source : Slate.fr**

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE TUNISIE-LIBYE

## Un appel à élargir les secteurs économiques

Le président de l'UTICA, Samir Majoul, a appelé, samedi à Tripoli, à mettre à jour les accords économiques entrés en vigueur depuis plus de 20 ans entre la Tunisie et la Libye, pour les adapter aux exigences actuelles et à la réalité des deux pays.
Participant aux travaux de la commission commerciale mixte tuniso-libyenne, Majoul a, à cet égard, évoqué la Convention portant création d'une zone de libre-échange entre la Tunisie et la Libye entrée en vigueur en 2002, soulevant l'impératif d'élargir son champ d'application au secteur des services, l'un des secteurs économiques les plus importants, et l'accord relatif à la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité.
S'agissant des postes frontaliers, le président du patronat a déclaré que les fermetures répétitives du poste frontalier de Ras Jedir ont eu des répercussions très négatives sur le volume des échanges entre les deux pays qui a diminué de 30%.
Majoul a souligné que ces obstacles peuvent être surmontés à travers le dialogue, notant que l'objectif est de parvenir à un véritable partenariat basé sur les investissements communs et les projets stratégiques intégrés et d'explorer ensemble les marchés africains prometteurs. Il a appelé les institutions financières telles que les banques et les fonds d'investissement à soutenir les efforts des investisseurs des deux pays dans ce sens.
Il a aussi incité les autorités concernées à résoudre le dossier de la dette libyenne envers les entreprises tunisiennes notamment dans les secteurs de la construction et de la santé.
La réunion a aussi porté sur les progrès réalisés en matière des échanges commerciaux bilatéraux ainsi que sur les défis auxquels sont confrontés les investisseurs et les entreprises des deux pays.
Les participants à cette réunion ont ainsi relevé la nécessité d'améliorer les infrastructures logistiques et les passages frontaliers et de renforcer la coordination entre les autorités compétentes des deux pays pour faire face à ces difficultés et favoriser les partenariats entre les chefs d'entreprise libyens et tunisiens.

MAURITANIE

# Ouverture d'un atelier sur la valorisation du potentiel minier

*Le Conseil des jeunes leaders miniers a organisé, à Nouakchott, un atelier intitulé « Valorisation du potentiel minier – Opportunités d'exploration et d'exploitation ».*

L'atelier vise à approfondir la discussion sur les défis et les opportunités, en préparation de l'annonce de la deuxième édition du Forum minier national, qui se concentrera sur la valorisation des ressources minières pour attirer les investisseurs, en particulier les petites et moyennes entreprises internationales d'exploration.
S'exprimant au nom du ministre des Mines et de l'Industrie, le directeur de la géologie et de la promotion minière au ministère des Mines et de l'Industrie, M. Maar Rachid, a exprimé l'importance de cet atelier, qui vient évaluer le potentiel de l'exploitation minière – exploration et opportunités d'emploi – expliquant que le ministère accorde une grande importance à la jeunesse et aux spécialistes de la géologie en particulier.
Il a indiqué que la Mauritanie est dotée d'énormes réserves de fer, d'or, de cuivre, de phosphate, d'uranium et d'autres minéraux précieux, expliquant qu'avec la poursuite de la recherche géologique, les réserves sont appelées à augmenter, et plus de 900 indicateurs minéraux ont été découverts dans le pays.
Il a souligné que le ministère a tenu à développer une stratégie de mauritanisation des emplois comme condition de coopération avec les sociétés internationales opérant dans notre pays, telles que Kinross, et le Code minéral prévoit l'obligation pour les sociétés titulaires d'un permis d'exploration de recruter un géologique dans le domaine.
Pour sa part, le président du Conseil des jeunes leaders miniers, M. Mohamed LemineOuldTawiya, a expliqué que le secteur des mines est l'un des principaux piliers du développement économique et social en Mauritanie, car il offre des opportunités d'emploi et joue un rôle central dans la promotion de la croissance économique, notant qu'avec les développements rapides dans le domaine des énergies renouvelables, il y a une augmentation du nombre d'emplois.
Il a indiqué que cet atelier s'inscrit dans la continuité des efforts entamés l'année dernière lors du forum national des mines, qui a été l'événement le plus important dans l'histoire du secteur, car il a comporté un diagnostic clair des défis majeurs, dont le plus important est le passage de la phase d'exploration à la phase d'extraction.
Il a souligné que la Mauritanie abrite l'une des plus importantes formations géologiques riches en minéraux, à savoir le gisement de la dorsale RGueiba, qui est unique au pays, par rapport au gisement de Mann partagé par plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, tels que la Sierra Leone, le Liberia et la Côte d'Ivoire, et que ces pays ont connu un grand développement des projets miniers, alors que le secteur minier en Mauritanie a encore besoin de grands projets qui reflètent l'ampleur du potentiel disponible, malgré la stabilité et la sécurité dont jouit le pays.
Les participants ont suivi qui se sont concentrées sur le rôle du Conseil et ses efforts dans le contexte des efforts consentis pour former et qualifier les jeunes dans le domaine minier afin de créer des opportunités d'emplois.

ALIMENTS POUR ANIMAUX

## Le chinois New Hope veut injecter 100 millions $ en Egypte

L'Egypte est le 2ème producteur africain de viande après l'Afrique du Sud et le leader de l'industrie aquacole du continent. Le développement de ces secteurs fait du pays d'Afrique du Nord un marché stratégique pour les investisseurs opérant dans l'industrie des aliments pour animaux.
En Egypte, le groupe agro-industriel chinois New Hope envisage d'investir 100 millions $ pour l'implantation d'un complexe d'usines de fabrication d'aliments pour animaux, y compris pour l'aquaculture.
C'est ce qui ressort d'une réunion qui s'est tenue le mercredi 4 décembre entre Liu Chang, présidente du conseil d'administration de la société, et ManalAwad, la ministre égyptienne du Développement local.
A travers ce projet d'investissement, New Hope souhaite augmenter sa production d'aliment pour animaux dans le pays d'Afrique du Nord de 53 % pour atteindre un volume annuel de 1 million de tonnes contre un stock qui s'élève actuellement à 650 000 tonnes par an. Le groupe chinois exploite en effet actuellement 5 usines en Égypte et fournit environ 10 % de la production totale d'aliments pour animaux du pays, selon Chang, dans des propos rapportés par le média local Egypttoday.
Pour l'heure, le site d'implantation et la date de lancement du nouveau projet ne sont pas encore connus, mais cet investissement devrait permettre à New Hope de consolider sa présence sur le marché égyptien des aliments pour animaux et d'améliorer l'approvisionnement local pour soutenir le secteur de l'élevage en pleine croissance. La FAO estime que la production de viande en Egypte devrait augmenter de 5,5 % à plus de 3 millions de tonnes en 2024.
En parallèle, les prévisions formulées par la société d'étude de marché 6Wresearch indiquent que la taille du marché égyptien de l'alimentation animale devrait afficher un taux de croissance annuel moyen de 6,8 % entre 2024 et 2030.

DUBAÏ

## Le transport aérien, pilier central dans le développement économique de l'émirat

L'économie de Dubaï, l'une des entités des Emirats arabes unis, s'est développée à grande vitesse en partie grâce au rôle central du transport aérien, selon une étude du cabinet Oxford Economics.
Réalisée pour le compte de la compagnie aérienne Emirates et du gestionnaire aéroportuaire DubaiAirports, l'étude comprend une évaluation de l'activité économique directe générée par l'industrie aérienne, de l'activité indirecte générée par la chaîne d'approvisionnement du secteur et par l'activité induite soutenue par la consommation des salariés employés localement par le secteur aérien. Elle évalue également l'impact catalytique des dépenses touristiques facilitées par le secteur de l'aviation à Dubaï.
En 2023, le transport aérien de Dubaï, composé du Groupe Emirates, de DubaiAirports (y compris les aéroports internationaux de Dubaï et de Dubai World Central – Al Maktoum), de flydubai et d'autres entités du secteur aérien, aurait contribué à hauteur de 137 milliards d'AED (37,3 milliards de dollars) en valeur ajoutée brute, soit 27 % du PIB de Dubaï. Ce chiffre comprend l'impact économique direct de 94 milliards d'AED et l'impact catalytique du tourisme facilité par l'industrie aérienne, qui s'élève à 43 milliards d'AED. Ces chiffres devraient augmenter régulièrement portés par les activités aériennes d'Emirates et de DubaiAirports qui contribueront à hauteur de 196 milliards d'AED, soit 32 % du PIB de Dubaï d'ici 2030.

CÔTE D'IVOIRE

# Le groupe Carré d'Or renforce son investissement dans l'agroindustrie

*En Côte d'Ivoire comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les cultures vivrières jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire. Avec la croissance des besoins, les perspectives d'investissement dans la production et la transformation de ces denrées sont prometteuses.*

En Côte d'Ivoire, KobenanAdjoumani, ministre de l'Agriculture, a donné le vendredi 6 décembre le coup d'envoi officiel d'un projet agro-industriel initié dans le département de Niakara par la Société de distribution de toutes marchandises (SDTM), filiale du groupe Carré d'Or.
Selon les informations relayées par les médias locaux, ledit projet porte sur la construction d'un complexe agroindustriel sur un site de 5 000 hectares mis à disposition par le gouvernement dans le cadre d'un bail de location de terres.
Cette installation sera dédiée à la production, la transformation et la commercialisation de cultures vivrières telles que le maïs, le soja, le manioc ou encore le sorgho. D'après les responsables, ce projet mobilise déjà un investissement de 6,2 milliards FCFA (9,9 millions $) avec des projections atteignant 10 milliards FCFA (16 millions $) d'ici à 2030.
Bien que la capacité du complexe ne soit pas encore précisée, ce projet permet au groupe Carré d'Or de se diversifier dans l'agroalimentaire, et consolider sa présence sur le marché de la première économie de l'UEMOA.
Il faut noter qu'en dehors de la SDTM qui produit et commercialise une large gamme de produits alimentaires en Côte d'Ivoire, le groupe possède d'autres sociétés telles que les Moulins modernes de Côte d'Ivoire (MMC), la Compagnie africaine de produits alimentaires (CAPRACI) ou encore des activités sur le segment de l'huilerie.
Pour le gouvernement, le projet agroindustriel dans le département de Niakara s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de diversification de l'économie agricole en créant un marché d'écoulement sûr pour les agriculteurs de la région.
Plus largement, ce projet devrait contribuer à renforcer la dynamique de croissance de la production vivrière en Côte d'Ivoire, qui a enregistré une augmentation de 10 % en 2023, atteignant un total de 22 millions de tonnes.

CÔTE D'IVOIRE

## 1,13 milliard $ pour le réseau routier en 2025

Avec des investissements massifs, la Côte d'Ivoire améliore ces dernières années son réseau routier. Pour l'année 2025, le pays veut ajouter 1922 km de routes.
En 2025, la Côte d'Ivoire prévoit de poursuivre et d'achever le bitumage de 1922 km de nouvelles routes, selon le ministre Amédé Koffi Kouakou (photo) chargé du portefeuille de l'Equipement et de l'Entretien routier. Les travaux figurent au titre des actions prioritaires de ce ministère qui a obtenu en fin de semaine dernière l'approbation par le sénat d'un budget de 703 milliards FCFA (1,13 milliard $).
En dehors des nouvelles routes, la grande partie des dotations couvrira aussi la construction, la remise à niveau et l'entretien du réseau routier. Il est notamment prévu le renforcement de 993 km de routes existantes, la poursuite des travaux dans le cadre du Programme d'entretien routier (PER) 2023-2025.
Au titre de l'année qui s'achève, le taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel est de 52%, celui des routes renforcées était de 91% alors que l'ensemble des ouvrages réalisés conformément au plan annuel est de 75 %.
Le montant du budget s'aligne sur la dynamique du gouvernement qui réalise depuis quelques années de grands projets routiers à Abidjan et dans les autres régions intérieures du pays. Dans le cadre des routes urbaines, le Projet de transport urbain d'Abidjan (PTUA) permet par exemple la construction d'ouvrages d'art de grande envergure comme les 4e et 5e pont, de plusieurs échangeurs et tronçons de routes.
Le PER mené par l'Agence de gestion des routes (AGEROUTE), quant à lui a prévu la rénovation de plus de 27 000 km de routes en terre à Abidjan et à l'intérieur du pays sur la période 2023-2025.
Le réseau routier ivoirien comporte selon les chiffres disponibles plus de 82 000 km de routes classées (nationales, départementales, etc.) et plus de 200 000 routes non classées.

TCHAD

## La Banque mondiale décaisse 123 millions $ pour la transformation numérique

Au début du mois de novembre, les autorités tchadiennes ont dévoilé plusieurs initiatives visant à moderniser le réseau national de télécommunications. Parallèlement, un autre projet ambitieux, soutenu par un partenaire technique et financier important, est en préparation.
Le vendredi 6 décembre 2024, le Premier ministre tchadien, Allah-Maye Halina, a lancé officiellement le Projet d'appui à la transformation numérique (PATN). Financé par la Banque Mondiale à hauteur de 76,45 milliards FCFA (environ 123,2 millions $), ce projet vise à renforcer la numérisation au Tchad pour réduire la fracture numérique, améliorer la connectivité et faciliter l'accès aux services publics numériques.
Pour Jana Kunicova, directrice sectorielle du numérique pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale à la Banque mondiale, le PATN permettra au Tchad de faire un bond technologique qui offrira un accès au haut débit à plus de 4,5 millions de personnes dans les zones rurales. Il permettra à 2 millions de personnes d'utiliser activement les plateformes publiques numériques, et 400 000 bénéficiaires recevront directement des formations numériques dont au moins 25 000 femmes et jeunes filles.
Le projet a été lancé quelques semaines après que Boukar Michel, ministre tchadien des Communications, de l'Économie numérique et de la Digitalisation de l'administration, a annoncé plusieurs initiatives visant à moderniser le réseau national de télécommunications et à réduire les coûts des services pour les consommateurs.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique de développement numérique et des postes (2020-2030), lui-même intégré au programme national « Vision 2030». Selon le rapport « E-Government Survey 2024 : Accelerating Digital Transformation for Sustainable Development » publié par le département des questions économiques et sociales des Nations unies (UN DESA), le Tchad obtient un score de 0,2674 sur 1 à l'indice des services en ligne (OSI) et de 0,1194 sur 1 à l'indice des infrastructures de télécommunications (TII). Ces résultats se situent bien en dessous de la moyenne africaine, qui s'établit à 0,3862 sur 1 pour l'OSI et à 0,4534 sur 1 pour le TII.

MADAGASCAR

## Antananarivo modernise ses douanes avec un nouveau système numérique

Les douanes malgaches ont mis en place un plan stratégique pour moderniser leur système. Les autorités ont eu recours à divers partenaires techniques et financiers pour la réalisation des projets contenus dans ledit plan.La direction générale des douanes (DGD) de Madagascar a inauguré, le mercredi 4 décembre, à Antaninarenina, le projet de modernisation du système de dédouanement électronique. Exécuté en partenariat avec le Korea Customs Service (KCS), il a pour objectif d'offrir un service douanier efficace et aligné sur les standards mondiaux.
L'infrastructure est composée d'un système d'évaluation des risques optimisé (ERA) qui s'appuie sur l'intelligence artificielle pour cibler efficacement les marchandises tout en réduisant les délais de traitement, d'un data warehouse qui facilite des analyses stratégiques permettant des décisions rapides et éclairées, et d'un système de gestion des ressources humaines (SIRH) qui numérise entièrement la gestion des effectifs, contribuant ainsi à une meilleure allocation des compétences et des ressources humaines.
Cette initiative s'aligne sur les priorités définies dans le Plan stratégique des douanes malgaches 2020-2023, qui met l'accent sur trois axes essentiels : le renforcement de la sécurité et de la sûreté, l'amélioration du développement organisationnel et l'investissement dans le capital humain. Elle fait suite au partenariat signé le 30 août 2022 entre le gouvernement de la République de Corée et la DGD, qui vise à appuyer le plan stratégique de la DGD à travers le financement de trois projets, pour un montant total de 5 163 000 $, sur une période de quatre ans.
Pour Ernest LainkanaZafivanona, directeur général des douanes, le nouveau système permettra « d'améliorer la transparence et l'efficacité des opérations douanières ainsi que de réduire les coûts de dédouanement, de garantir une meilleure mobilisation des ressources humaines, de renforcer la sécurisation des recettes douanières, stimulant la compétitivité économique, et d'accroître la coopération technologique entre Madagascar et la Corée du Sud ». Par ailleurs, il faut souligner que la formation et la montée en compétences des agents sont nécessaires pour accompagner ces transformations.

BOURSE ZURICH

# Le SMI optimiste avant les banques centrales

*La Bourse suisse a démarré la séance de lundi en progression, en entame d'une semaine marquée par les décisions de politique monétaire de la Banque nationale suisse et de la Banque centrale européenne. Le reste de l'agenda se composait essentiellement de données macroéconomiques, notamment l'inflation aux Etats-Unis, alors que les cartes géopolitiques étaient redistribuées au Proche-Orient avec la chute de Bachar al-Assad en Syrie.*

En préambule de la BNS et la BCE jeudi, qui devraient abaisser leurs taux directeurs, les investisseurs surveilleront mercredi l'inflation (CPI) en novembre aux Etats-Unis. Dans l'immédiat, les prix à la consommation en Chine ont continué de ralentir, ne progressant que de 0,2% en novembre sur un an, contre 0,3% en octobre.
En Suisse, les perspectives de consommation stagnent et demeurent peu encourageantes. En novembre, la situation n'a pas bougé par rapport au mois précédent, l'indice du climat à la consommation restant fixé à -37 points, montrent les chiffres du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco).
Les données en provenance de l'Empire du Milieu "renforcent les attentes que le gouvernement chinois devrait annoncer cette semaine de nouvelles mesures fiscales", a indiqué Ipek Ozkardeskaya.
Selon l'analyste de Swissquote, la légère remontée de l'indice CPI en novembre aux Etats-Unis "ne devrait pas compromettre une baisse des taux en décembre".
La BNS devrait quant à elle réduire son taux directeur de 25 points de vase, a-t-elle ajouté.
A 09h12, l'indice vedette SMI montait de 0,13% à 11'795,42 points, après avoir clôturé vendredi en baisse de 0,09%. Le SLI prenait 0,13% à 1950,92 points et le SPI gagnait 0,12% à 15'713,30 points.
Inversant la tendance négative d'avant-Bourse, la majorité des valeurs vedettes se drapait de vert, avec en tête de classement les deux valeurs du luxe Richemont (+2,2%) et Swatch (+1,9%), ainsi que Straumann (+0,8%). Les analystes de RBC ont abaissé l'objectif de cours des deux groupes, mais confirmé leur recommandation à "sector perform".
ABB (+0,4%) était porté par un relèvement de recommandation à "equal weight", d'"underweight" précédemment, annoncé par Morgan Stanley. Ce dernier a également relevé l'objectif de cours du groupe d'ingénierie zurichois.
Les poids lourds pharmaceutiques Novartis (-0,3%) et Roche (-0,2%) baissaient par contre. Ce dernier a confirmé l'efficacité du médicament Polivy pour le traitement de la forme agressive du lymphome, selon les résultats d'une étude menée sur cinq ans.
Novartis a quant à lui présenté des données positives à long terme pour le médicament Scemblix, destiné aux patients adultes nouvellement diagnostiqués avec une leucémie myéloïde chronique positive au chromosome de Philadelphie.
La troisième grande capitalisation Nestlé (-0,1%) reculait également.
Sur le marché élargi, Baloise (+0,2%) était recherché. Le conseil d'administration de l'assureur bâlois a proposé l'élection de Vincent Vandendael, André Helfenstein et Robert Schuchna comme nouveaux membres.
Meyer Burger (+29,7%) s'envolait. Le fabricant de cellules photovoltaïques avait annoncé vendredi soir avoir obtenu un financement relais à 39,48 millions de francs suisses destiné à stabiliser l'entreprise en grandes difficultés. Pour bénéficier de cette somme, le groupe oberlandais devra cependant convaincre un important client de lui accorder à nouveau sa confiance.
Cicor (-4,7%) baissait fortement. Le fabricant de composants électroniques a fait savoir que son actionnaire majoritaire One Equity Partners (OEP) a publié l'annonce préalable à une offre obligatoire pour toutes les actions de Cicor détenues par le public. Celle-ci est de 55,17 francs suisses par action, ce qui représente le prix minimum, inférieur de 7,12% au dernier cours de clôture à la Bourse suisse.
DocMorris (-5,0%) perdait aussi des plumes. Les analystes de la ZKB ont abaissé la recommandation de l'action à "pondérer", contre "sur pondérer" précédemment.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**

**Cours du : 09 Décembre 2024**
**Valeur : 11 Décembre 2024**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 133.3872 | 133.4022 |
| 1 | EUR | EURO | 140.7769 | 140.8194 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 170.0717 | 170.1776 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 88.7178 | 88.7514 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 18.3325 | 18.3353 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 151.6625 | 151.6968 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 94.2000 | 94.2372 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 18.8781 | 18.8824 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 12.2001 | 12.2038 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 11.9573 | 11.9736 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 36.3107 | 36.3246 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 35.5046 | 35.5143 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 433.9206 | 434.1106 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 42.1331 | 42.5566 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 13.4125 | 13.4140 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 27.3043 | 27.4445 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.3431 | 3.3535 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 175.7709 | 175.7709 |

## L'Europe ouvre en hausse, la BCE en ligne de mire

Les principales Bourses européennes progressent lundi à l'ouverture avant la prochaine réunion de la Banque centrale européenne, jeudi.
À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,8% à 7.486,14 points vers 08h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,34%, tandis que le FTSE à Londres avance de 0,45%.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,51%, l'EuroStoxx 50 0,51% et le Stoxx 600 0,48%.
La BCE annoncera sa décision sur les taux jeudi et publiera à cette occasion ses projections économiques mises à jour.
Les marchés estiment quasi certaine une baisse de 25 points de base à cette occasion, en dépit d'une croissance atone en zone euro.
Ajoutant à l'attentisme des marchés européens, les chiffres de l'inflation en Chine publiés lundi ont surpris à la baisse, ravivant les craintes d'un ralentissement prolongé de la deuxième économie du monde en dépit des plans de soutien du gouvernement.
Outre-Atlantique, les investisseurs seront attentifs à la dynamique des prix CPI attendue mercredi et qui pourrait montrer que les pressions inflationnistes demeurent persistantes.
Plusieurs changements de recommandations animent la cote parisienne en l'absence d'annonces importantes.
Rexel prend 2,1%, Morgan Stanley ayant relevé sa recommandation sur le titre à "surpondérer", tandis que Société Générale gagne 1,7% après qu'Exane BNP Paribas recommande "surperformer".

BCE

# Nouvelle baisse de taux attendue en zone euro

La Banque centrale européenne (BCE) devrait abaisser à nouveau ses taux d'intérêt jeudi, l'ampleur du geste faisant débat en raison de la faiblesse économique en zone euro et des crises politiques en France et en Allemagne.
Avec une inflation atterrissant vers la cible de 2% et une croissance qui ne décolle pas, "toutes les raisons sont réunies" en faveur d'une nouvelle réduction des taux en décembre, a estimé récemment le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, rejoint par d'autres ténors de la politique monétaire en zone euro.
Mais l'ampleur de la prochaine réduction reste une question "ouverte" en fonction des données sur la table et de l'appréciation des risques, selon le banquier central.
Ce serait la quatrième baisse des taux par la BCE depuis juin, après une période de resserrement monétaire radical entre 2022 et 2023 face à l'inflation élevée due à la guerre en Ukraine.

### Paralysie à Berlin et Paris

Les turbulences politiques qui traversent deux principales économies de la zone euro, l'Allemagne et la France, viennent encore compliquer les débats des décideurs de la BCE.
La chute du gouvernement de Michel Barnier a inquiété les Européens, qui voient la France affaiblie sur le plan économique et privée d'un budget au moment où son déficit public a nettement dérapé, attendu cette année à 6,2% du PIB.
Un point pouvant rassurer les gardiens de l'euro: les marchés boursiers et obligataires français ont pour l'heure étonnamment bien résisté à cette crise politique inédite.
La présidente de la BCE et ancienne locataire de Bercy, Christine Lagarde, a évité de répondre aux députés européens qui lui demandaient début décembre si l'institution interviendrait en faveur de la France en cas de tensions sur ses taux d'emprunt.
"La stabilité des prix et la stabilité financière sont liées", ce qui est l'objectif principal de la BCE, a-t-elle souligné de manière générale.
L'Allemagne se prépare quant à elle à renouveler la chambre basse du Parlement, le Bundestag, lors d'élections anticipées en février, après l'effondrement de la coalition du chancelier social-démocrate Olaf Scholz début novembre.
Cela retardera la réponse d'un futur gouvernement à Berlin, alors que l'Allemagne, première économie de la zone euro, subit un ralentissement industriel durable qui affecte déjà ses partenaires.
Le retour imminent de Donald Trump à la Maison Blanche inquiète par ailleurs, avec ses menaces de nouveaux tarifs douaniers tous azimuts.

### 25 ou 50 points de base

Ce contexte incertain ne se reflétera que partiellement dans les nouvelles prévisions de la BCE publiées jeudi et qui ont été arrêtées avant la chute du gouvernement Barnier.
Une légère révision à la baisse est attendue pour la croissance l'an prochain et l'inflation, remontée à 2,3% en novembre en zone euro, pourrait atteindre l'objectif de 2% plus tôt que prévu, selon les attentes d'économistes.
Ces prévisions inciteront-elles la BCE à accélérer la baisse du loyer de l'argent, avec une réduction d'un demi-point après trois baisses d'un quart de point depuis juin ?
Ce serait une "mesure de sécurité" pour prévenir les risques économiques liés aux choix du futur gouvernement américain et aux troubles politiques en France et en Allemagne, note Carsten Brzeski, chez ING.
Mais une décision de réduire les taux de 25 points de base, qui a la faveur des pronostics, refléterait une "approche plus prudente" et un "compromis" entre les partisans d'une politique monétaire plus souple ("colombes") et ceux prônant une position plus stricte ("faucons"), ajoute-t-il.
Dans cette dernière hypothèse, le taux de dépôt, qui fait référence, serait ramené à 3%.
Le texte du communiqué publié jeudi pourrait également apporter en guise de cadeau de Noël une précision sur le cap monétaire à venir.
Au lieu de dire que les taux resteront "restrictifs aussi longtemps que nécessaire" pour ramener l'inflation à l'objectif, une formulation plus souple "ouvrirait la voie à de nouvelles baisses l'année prochaine", selon HSBC.

GOLDMAN SACHS ET LA COMMISSION EUROPÉENNE

# Des points de vue alignés sur l'avenir économique du Portugal

*Goldman Sachs, l'une des principales institutions financières au monde, est connue depuis longtemps pour sa capacité à analyser les marchés et les économies mondiales, en proposant des prédictions et des stratégies prospectives.*

Récemment, l'évaluation de l'avenir économique du Portugal par l'entreprise a été alignée de manière frappante sur la vision de la Commission européenne pour le pays. Les deux institutions ont reconnu le potentiel croissant du Portugal et ont montré leur confiance dans sa capacité à stimuler l'innovation, la croissance et la durabilité dans les années à venir.

Les analystes de Goldman Sachs ont suivi de près la trajectoire économique du Portugal, et leurs perspectives suggèrent que le pays est sur la voie d'une stabilité économique à long terme, grâce à des secteurs clés tels que la technologie, les énergies renouvelables et les infrastructures. Ces secteurs s'alignent sur l'orientation stratégique de la Commission européenne visant à promouvoir une économie verte et numérique au sein de l'UE. Goldman Sachs considère le Portugal comme un acteur central dans le paysage économique européen, stimulé par une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, une forte production industrielle et un environnement favorable aux affaires qui favorise les investissements nationaux et étrangers.

L'un des éléments clés mis en évidence par Goldman Sachs est la transition vers la durabilité. La banque reconnaît le leadership du Portugal dans les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, et considère ce secteur comme un pilier central de la croissance économique du pays. Cela reflète le programme environnemental plus large de la Commission européenne, qui vise à transformer l'Europe en un continent neutre en carbone d'ici 2050. Le pacte vert de la Commission, parallèlement à l'accent mis sur les énergies renouvelables et les technologies durables, s'aligne parfaitement sur les perspectives positives de Goldman Sachs pour l'économie verte du Portugal. Les deux institutions voient un potentiel substantiel pour que le Portugal capitalise sur la transition mondiale vers la durabilité, positionnant le pays comme un acteur majeur de la révolution de l'énergie verte.

La vision de la Commission européenne pour le Portugal reflète également de près les stratégies d'investissement identifiées par Goldman Sachs. Alors que le Portugal continue de renforcer ses secteurs de la technologie et du numérique, il devrait connaître un afflux d'investissements étrangers, ce qui sera crucial pour soutenir les startups et les industries axées sur l'innovation. Goldman Sachs a déjà souligné que la transformation numérique du pays et l'écosystème technologique en pleine croissance font partie des facteurs qui contribuent à l'attractivité du Portugal pour les investisseurs. La Commission se fait l'écho de ce sentiment, soulignant que le Portugal est un pôle technologique émergent doté d'une scène de start-ups en pleine expansion qui bénéficie d'un fort soutien gouvernemental et d'initiatives de financement de l'UE.Un autre domaine important d'alignement entre Goldman Sachs et la Commission européenne est l'accent mis sur la résilience économique du Portugal. Les deux organisations ont souligné la forte reprise économique du pays dans le sillage de la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné une plus grande confiance des investisseurs et une plus grande stabilité économique. La discipline budgétaire du Portugal, combinée à des investissements stratégiques dans des industries clés, a fourni une base solide pour une croissance continue. Les analystes de Goldman Sachs ont souligné la capacité d'adaptation économique du pays, notant que le Portugal a résisté aux défis mondiaux plus efficacement que de nombreux autres pays européens. De même, la Commission européenne considère le Portugal comme un modèle de résilience économique au sein de l'UE, avec l'engagement du pays à maintenir des politiques budgétaires fortes et à faire avancer les réformes structurelles.

ESPAGNE

# Révision de la croissance du PIB espagnol entre 2021 et 2023 de 1,1 point

En septembre, l'institut national des statistiques (INE) a opéré un changement de base, de 2015 à 2020 ainsi que la révision traditionnelle de la comptabilité nationale qui ont entraîné une révision à la hausse ses estimations du PIB des dernières années. L'INE a notamment revu à la hausse ses estimations de la croissance du PIB pour 2021, qui passent ainsi de +6,4% à +6,7% (+0,3 pp) ; pour 2022, de +5,8% à +6,2% (+0,4 pp) ; pour 2023, de +2,5% à +2,7% (+0,2 pp). En termes nominaux, le PIB espagnol s'élevait fin 2023 à 1 498 Md€, soit 36 Md€ de plus par rapport aux estimations précédentes.

Selon le ministère de l'Économie, du Commerce et des Entreprises, le PIB en termes réels serait en définitive supérieur de 1,1 point fin 2023 par rapport aux estimations précédentes grâce à une évolution plus favorable que prévu de la consommation privée (contribution de +0,2 pp), de la consommation publique (contribution de +0,5 pp) et de la FBCF (contribution de +0,8 pp). En revanche, la demande extérieure aurait eu une contribution moins importante que prévu (-0,3 pp).

Cette révision confirme par ailleurs que l'économie espagnole avait atteint le niveau pré-crise (i.e. celui du T4 2019) dès le T2 2022, et non lors du T3 2022, comme estimé auparavant. En outre, la hausse du PIB espagnol fin 2023 par rapport au niveau du T4 2019 est désormais de +3,6 points, contre +2,5 points auparavant.

Les ratios de dette publique, déficit public et pression fiscale par rapport au PIB des dernières années ont connu des trajectoires plus favorables qu'estimé auparavant. Ainsi, fin 2023, la dette publique s'élevait à 105,1% du PIB (contre 107,7% auparavant), le déficit public à 3,55% du PIB (contre 3,64% auparavant) et la pression fiscale à 37,5% du PIB (contre 38,3% auparavant).

FRANCE

## Faute de budget, le déficit 2025 se situerait « autour de 6 %»

Le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, a insisté sur LCI sur la nécessité de voter rapidement un nouveau budget, en début d'année prochaine, afin d'éviter une « perte de crédibilité » de la France.

La censure du gouvernement Barnier « n'est pas le chaos », mais il faut éviter « une perte de crédibilité progressive » de la France en raison notamment d'une « dette trop importante », a estimé dimanche le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, sur LCI. La censure « n'est ni une catastrophe ni quelque chose d'anodin. […] Les marchés n'ont pas frémi, le spread [écart de taux, NDLR] a plutôt un tout petit peu diminué avec l'Allemagne. Notre crédit est surveillé, il est sans doute atteint, on se dit que la France est entrée dans une phase d'incertitude politique, on attend des réponses mais sans pour autant frémir, sans se dire que le pays est tombé », a résumé Pierre Moscovici.

« Ce n'est pas le chaos et ce ne sera pas le chaos, ce que je crains beaucoup plus, c'est une forme d'enfoncement », a-t-il mis en avant. « Nous ne sommes pas menacés par une situation à la grecque, en revanche nous devons être extrêmement vigilants par ce qui nous menace », a encore souligné Pierre Moscovici, en mettant en avant « une dette trop importante qui nous empêche d'agir » et « une perte de crédibilité progressive, comme si on s'enfonçait doucement, comme si on sortait des radars ». Depuis la dissolution, les taux d'intérêt français sont ainsi passés au-dessus de ceux de l'Espagne, du Portugal et même de la Grèce.

### Aller vers les 5 % en 2025

Le gouvernement de Michel Barnier s'était fixé l'objectif de réduire le déficit public à 5 % du PIB l'an prochain. Le déficit est attendu à 6,1 % du PIB en 2024, contre 4,4 % prévus initialement. Et pour l'année prochaine ? Le premier président de la Cour des comptes estime que « l'objectif du prochain gouvernement doit être de réduire nettement le déficit et d'aller vers les 5 % », notamment pour avoir « de la capacité à agir dans le futur ». Mais, pour l'instant, cet objectif paraît lointain et difficilement accessible. « Nous n'allons pas avoir un budget tout de suite, pour faire en sorte d'éviter le 'shutdown', on va voter une loi spéciale qui sera extrêmement étroite et réduite, et qui permettra la continuité des services publics actuels. Ensuite, il faudra voter un budget, qui ira vers les 5 % » de déficit public, a estimé Pierre Moscovici.

« Personne ne pourrait dire quel serait le déficit si on se contentait de la loi spéciale, mais il est probable que ceserait autour de 6 %, un tout petit peu moins que 6 % », a-t-il poursuivi. Un niveau sans commune mesure avec les engagements pris par la France à Bruxelles, et qui doivent permettre, alors que Paris fait l'objet d'une procédure pour déficit excessif, d'obtenir un délai avant de revenir sous les 3 % de PIB.

AUDI Q7

# Voici les lignes définitives de la 3e génération

*Le spécialiste des carrières longues, les deux premières générations ont chacune duré 10 ans, sera renouvelé en 2026. Voici tous les secrets de la troisième mouture.*

Au sommet de la gamme loisirs de la marque aux anneaux, les modèles ne manquent pas. Chez les thermiques, le SUV à 7 places Q7 cohabite avec le SUV Coupé Audi Q8 tandis que chez les électriques le duo Audi Q8 e-tron, Audi Q8 e-tron Sportback vient en contrepoint.

### Une carrière aussi longue que celle d'un utilitaire

Nous vous en parlions au printemps dernier, au moment où des prototypes de la troisième génération de l'Audi Q7 passaient sous les téléobjectifs de nos chasseurs de scoops, la relève est dans les starting-blocks et fera son apparition en concession fin 2026. Chez Audi, le Q7 est un produit « longue conservation », en effet l'actuelle mouture au catalogue fut présentée, il y a 10 ans, en décembre 2014 donc puis commercialisée en avril 2015 avec un premier relooking en septembre 2019 suivi d'un second en janvier.
C'est une habitude pour la marque puisque son prédécesseur avait, en son temps, suivi le même timing, avec une présence au catalogue entre 2005 et 2015. De longues carrières digne de celles d'un véhicule utilitaire ou plus proche du Q7, de son concurrent, le Volvo XC90 de seconde génération lancé en février 2015 et désormais doublement passé par la case restylage, une première fois en mars 2020 puis une seconde fois le mois dernier.
Aujourd'hui, le designer Nikita Chuicko a patiemment ôté les couches de camouflage pour laisser apparaître les lignes définitives du futur Q7. A commencer par une calandre sur deux étages dans la veine de celle esquissée par la deuxième opération chirurgicale subie par le Q7 en ce début d'année.
Mais ce qui caractérisera le plus cette nouvelle mouture de l'Audi Q7 se seront ses flancs très lisses sans la moindre trace en lieu et place habituelle de poignées de portes.
A la manière des portes arrière d'un Ferrari Purosangue ou des portes avant d'un Ford Mustang Mach-E, le Q7 disposera de petite gâchettes (à l'avant comme à l'arrière) apposées à la lisière de la ceinture de caisse et du virage latéral. Un gimmick propice à la pureté des lignes mais aussi et surtout à l'aérodynamisme.

### L'essence et le diesel toujours au programme

Le dessin de la poupe sera caractérisé par un bandeau lumineux horizontal entre les feux et par des crosses noires soulignant les feux au niveau des coins du bouclier. Un élément de style qui visuellement gommera le porte à faux arrière au bénéfice du dynamisme mais qui aura également une utilité aérodynamique avec une trainée optimisée.
Le futur Audi Q7 bénéficiera de la plateforme technique PPC (Premium Platform Combustion) dont bénéficient les nouvelles Audi A5 et Q5. A ce titre, le Q7 devrait déployer une palette de motorisations essence et diesel reposant sur des moteurs V6 et V8 légèrement hybridés sur certains marchés.

## Connaissez-vous le montant colossal de la fortune d'Elon Musk ?

Selon le groupe d'information financière Bloomberg, la fortune du patron de Tesla aurait encore explosé cette année. Et le montant divulgué n'a plus aucun sens…
S'il est très difficile de savoir si oui ou non l'Américain Elon Musk est vraiment l'homme le plus riche de la planète – l'opacité en matière d'avoirs individuels étant l'une des règles d'or d'une bonne partie des hommes les plus puissants –, selon Bloomberg, qui dispose désormais d'un classement des plus grosses fortunes mondiales (comme Forbes), c'est le patron de Tesla, X et SpaceX qui arriverait en tête en 2024. Il fera par ailleurs son entrée au gouvernement de Donald Trump avec un projet radical.

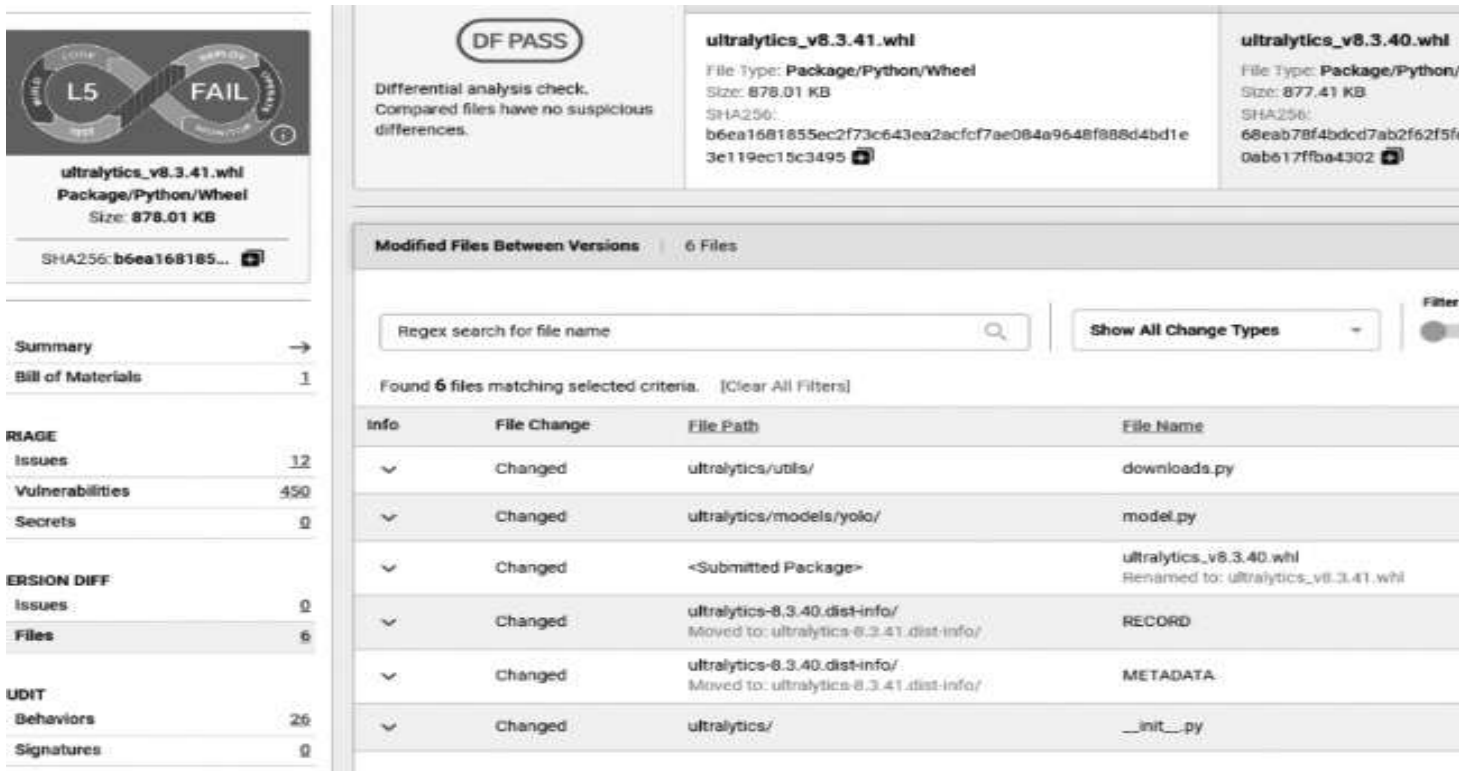
### Sans parler des anonymes

Ainsi, selon le groupe d'information financière, le natif de Pretoria serait depuis quelques semaines à la tête d'un pactole de plus ou moins 350 milliards de dollars – la fortune de Musk aurait gonflé de 124 milliards de dollars en une seule année –, dépassant largement en la matière le fondateur d'Amazon Jeff Bezos et ses 231 milliards de fortune personnelle. Le patron du groupe de luxe LVM, le Français Bernard Arnault, premier de ce classement plusieurs années durant, recule à la cinquième place avec 171 milliards de dollars. Il n'en demeure pas moins que l'on ne peut s'empêcher de penser que quelques immenses fortunes personnelles "anonymes", en provenance du Moyen-Orient ou encore d'Asie, pourraient, si elles étaient rendues publiques, mettre tout ce beau monde d'accord…

INTRUSION, HACKING ET PARE-FEU

# La bibliothèque Ultralytics AI compromise

*Des attaquants ont exploité une vulnérabilité d'injection de script via GitHub Actions et poussé du code malveillant dans la bibliothèque Ultralytics AI dans Python servant à concevoir des modèles de vision par ordinateur.*




Les utilisateurs d'Ultralytics doivent redoubler de vigilance. Des attaquants ont réussi à compromettre avec du code malveillant des paquets YOLO publiés sur PyPI, l'index officiel des paquets Python. Ce n'est pas un petit projet : YOLO (algorithme de détection d'objet) compte plus de 30 000 étoiles et plus de 6 000 forks sur GitHub et les paquets PyPI concernés ont cumulé près de 60 millions de téléchargements. Le code a servi a déployé un malware de minage de crypto-monnaie sur les systèmes ayant installé le paquet, mais les attaquants auraient pu diffuser n'importe quel type de logiciel malveillant. Selon les chercheurs de ReversingLabs, les pirates ont tiré parti d'un exploit connu via GitHub Actions pour introduire leur code au cours du processus de construction automatisé, contournant ainsi le processus habituel d'examen de revue. En conséquence, le code n'était présent que dans le paquetage poussé vers PyPI et non dans le dépôt sur GitHub.

La version trojanisée d'Ultralytics sur PyPI (8.3.41) a été publiée le 4 décembre. Les développeurs d'Ultralytics ont été alertés le 5 décembre et ont tenté de publier une nouvelle version (8.3.42) pour résoudre le problème, mais comme ils n'avaient pas compris la source de la compromission, cette version a fini par inclure également le code vérolé. Une version propre et sûre (8.3.43) a finalement été publiée le même jour. « Contrairement à la récente compromission d'un paquet npm de confiance @solana/web3.js, qui a également eu un rayon d'impact similaire, mais qui a été causée par la compromission de l'un des comptes du mainteneur, dans ce cas, l'intrusion dans l'environnement de construction a été réalisée par un vecteur plus sophistiqué, en exploitant une GitHub Actions Script Injection connue qui a été précédemment signalée par le chercheur en sécurité Adnan Khan », ont écrit les experts de ReversingLab dans leur rapport.

### Régression d'une vulnérabilité précédemment corrigée

GitHub Actions est un service CI/CD servant aux utilisateurs de GitHub à automatiser la construction et le test du code logiciel en définissant des flux de travail qui s'exécutent automatiquement à l'intérieur de conteneurs sur l'infrastructure de GitHub ou de l'utilisateur. Les flux d'actions GitHub sont une série de processus ou d'« actions » définis dans des fichiers .yml à l'intérieur des dépôts qui sont exécutés lorsque certains événements déclencheurs se produisent, par exemple lorsqu'un nouveau code est livré dans le dépôt. Il est courant que les développeurs travaillent sur leurs propres forks (versions) et soumettent ensuite les correctifs au projet principal par le biais de pull requests. Par défaut, tout le monde peut forker un projet et soumettre des demandes d'extraction, ce qui signifie que les propriétaires de projets doivent être très prudents quant à la manière dont ils utilisent GitHub Actions, notamment en ce qui concerne les actions et les déclencheurs qu'ils autorisent. Le chercheur en sécurité Adnan Khan a l'habitude d'enquêter et de trouver des problèmes de sécurité liés à ces environnements. En août, il a signalé à Ultralytics une vulnérabilité d'injection de script qui pouvait déjà entraîner l'exécution d'un code arbitraire dans le contexte du flux de travail, ce qui a été corrigé par la suite. Cependant, une régression a été introduite par la suite. « Il semble que le point d'injection exploité par l'acteur de la menace ait été introduit dans ultralytics/actions@c1365ce. 10 jours après la publication par Ultralytics de l'avis relatif à la première vulnérabilité », a écrit M. Khan dans le fil de commentaires relatif à cette dernière compromission.

Les attaquants semblent également avoir utilisé une technique d'empoisonnement de cache pour persister dans leurs modifications via GitHub Actions que M. Khan avait documenté en mai dernier sur son blog personnel. Selon l'analyse du code malveillant par ReversingLabs, l'attaquant a modifié deux fichiers : downloads.py et model.py. Le code injecté dans model.py vérifie le type de système sur lequel le paquet est déployé afin de télécharger une charge utile destinée à cette plateforme et à son architecture processeur. Le code malveillant effectuant le téléchargement de la charge utile est stocké dans downloads.py. « Bien que dans ce cas, sur la base des informations actuelles dont dispose l'équipe de recherche de RL, il semble que cette charge malveillante servie était simplement un mineur XMRig, et que la fonctionnalité de hack était destinée au minage de crypto-monnaie », écrivent les chercheurs de ReversingLabs. « Mais il n'est pas difficile d'imaginer l'impact potentiel et les dommages si les acteurs de la menace décidaient d'implanter des logiciels malveillants plus agressifs comme des portes dérobées ou des trojans d'accès à distance (RAT). » Le rapport de ReversingLabs inclut des indicateurs de compromission et des hachages de fichiers pour détecter l'infection. Les systèmes qui ont déployé Ultralytics 8.3.41 et 8.3.42 devraient faire l'objet d'un audit de sécurité.

## L'IA pour se connecter au passé

Grâce à cette nouvelle application alimentée par une intelligence artificielle (IA), les vieilles photographies de nos ancêtres prennent vie. De quoi établir un lien entre les générations et raviver des souvenirs enfouis.

Baptisée LiveMemory, cette fonctionnalité est signée MyHeritage, un service en ligne incontournable en généalogie, idéal pour commencer un arbre familial. Son objectif : « raviver ses souvenirs les plus précieux, figés sur des photos, et de ressentir une proximité accrue avec ses proches, voire avec des ancêtres qu'on n'a jamais connus. Il s'agit de la meilleure expérience possible pour se remémorer le passé », selon Gilad Japhet, fondateur et PDG de l'entreprise.

### L'IA anime les photographies

L'outil est capable de mettre en mouvement les photographies dans un court clip de cinq secondes. Il fonctionne aussi bien avec les humains que les animaux et les véhicules. Concrètement, LiveMemory analyse la photo téléchargée et génère une animation appropriée selon les sujets.

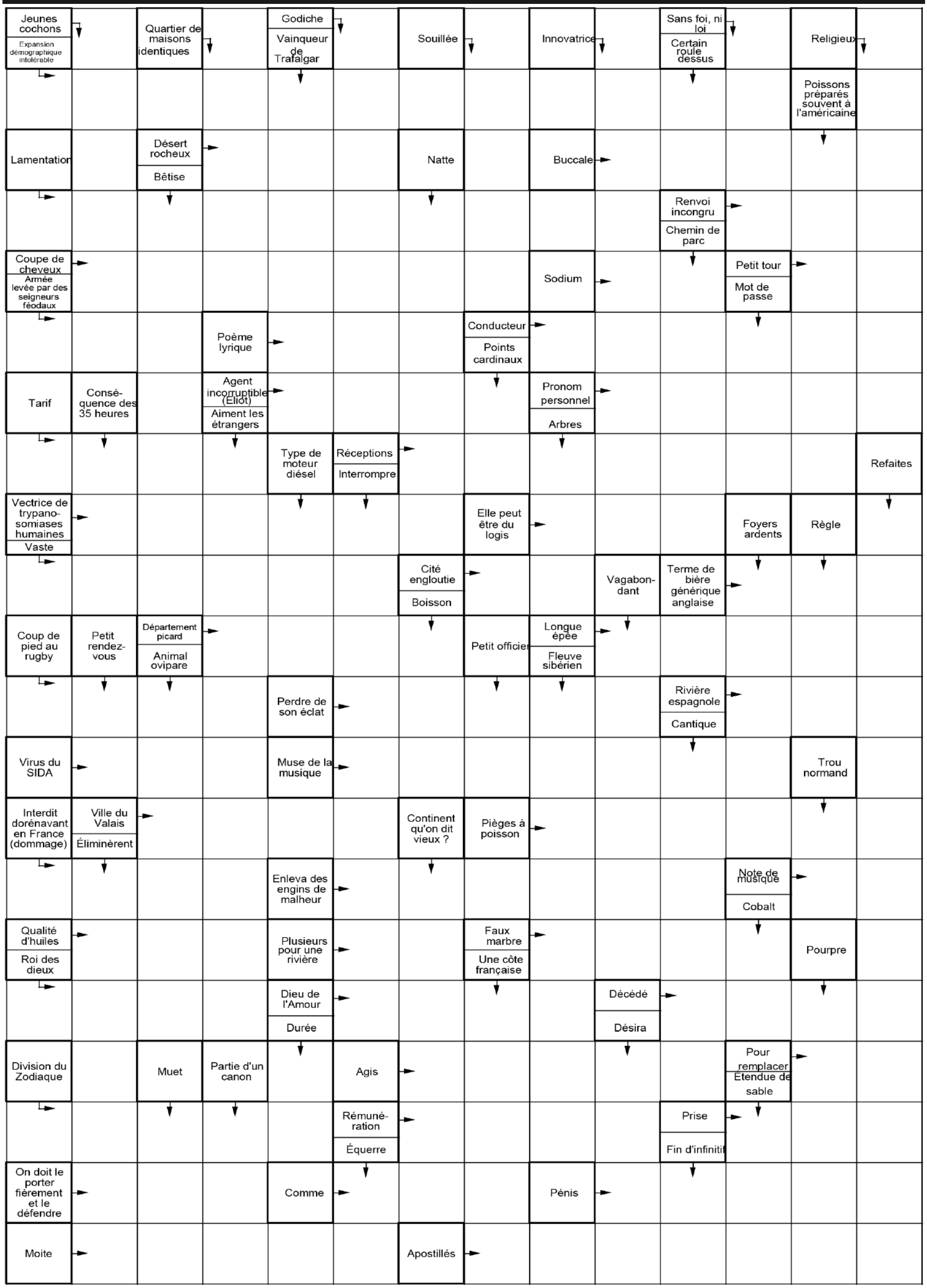
« Une photo d'enfant à vélo se transformera en séquence montrant l'enfant en train de pédaler ; une photo de mariage se métamorphosera en vidéo du couple s'embrassant ; et une photo d'un musicien sera retravaillée en une vidéo qui montrera le musicien jouant de son instrument », étaye MyHeritage dans un communiqué de presse. Dans le cas de photos avec plusieurs personnes, l'algorithme animera les gestes et les fera interagir en se basant sur ce qu'il considère être le plus réaliste.

« L'intelligence artificielle reconnaît l'action qui se passe sur la photo. Le but, ce n'est pas de reproduire les mêmes mimiques que votre ancêtre, mais de créer un lien avec les générations passées », commente pour sa part Margaux Stelman, chargée des relations publiques chez MyHeritage

### Il faut mettre la main à la poche

Petit bémol pour ceux qui veulent à tout prix tester LiveMemory, l'outil est proposé pour un abonnement de 49,99 euros annuels. De son côté, MyHeritage propose des tests ADN pour 100 euros. Qualifiés de « récréatifs », ils permettent d'explorer son ascendance et de découvrir son histoire familiale.

# Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 10 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

CONFÉRENCE CONTINENTALE SUR L'ÉDUCATION, LA JEUNESSE ET L'EMPLOYABILITÉ

## Le Président Tebboune à Nouakchott

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, participe à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, qui se tient à Nouakchott en République islamique de Mauritanie, pays frère, indique lundi un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, participe à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, qui se tient à Nouakchott en République islamique de Mauritanie, pays frère", lit-on dans le communiqué.

AQUACULTURE À SKIKDA

## Entrée en activité en 2025 de deux fermes d'élevage de moules

Deux fermes d'élevage de moules entreront en activité à Skikda en 2025, a indiqué lundi le Directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Naïm Belaakri. La première ferme sera installée près de la plage Cap Frao, dans la commune de Kerkera (Ouest de Skikda) sur une superficie de six hectares et mobilise un investissement de sept millions DA avec des prévisions de production annuelle de 50 tonnes, a précisé M. Belaakri. Cette ferme comptera cinq unités chacune de 200 mètres de long et 20 mètres de profondeurs, selon le même responsable qui a précisé qu'il s'agit de la technique répandue d'élevage des moules sur corde leur assurant une alimentation constante en milieu marin favorable. La seconde ferme est située dans la localité de Tamanart dans la commune de Collo (Ouest de Skikda) dont le promoteur a obtenu un financement auprès de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et se trouve actuellement au stade des procédures administratives, selon la même source. Cette ferme est appelée à produire annuellement 30 tonnes de moules, a souligné la même source.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## Chaib reçoit des membres du Parlement représentant la communauté nationale à l'étranger

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib a reçu, lundi au siège du ministère, à sa demande, des membres du Parlement représentant la communauté nationale à l'étranger, lors d'une séance de travail consacrée à l'examen, à la concertation et à l'échange de vues sur la situation, les préoccupations et les besoins de la communauté, indique un communiqué des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.
Lors de cette rencontre, M. Chaib a mis en avant "le grand intérêt que porte le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux enfants de l'Algérie à l'étranger et la nécessité d'être à l'écoute de leurs préoccupations dans le cadre d'une méthodologie de travail fondée sur la concertation, pour une prise en charge optimale et efficace de leurs revendications et la promotion de leur participation au renouveau et au développement nationaux que connait notre pays", précise le communiqué. Cette rencontre a pour objectif de "perpétuer la tradition de concertation et de coordination entre le ministère et les représentants de la communauté au Parlement", selon la même source.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

# Lancement des travaux d'une journée d'information par la HATPLC

Les travaux de la journée d'information intitulée «Renforcer la transparence de la vie publique et la bonne gouvernance : gage d'une intégrité future», organisée par la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ont débuté hier à Alger.
Les travaux de cette journée d'information organisée à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, célébrée le 9 décembre de chaque année, ont été lancés, ce jour, en présence de la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, et de représentants d'institutions gouvernementales et officielles.
Dans une allocution prononcée à cette occasion, la présidente de la HATPLC, Mme Salima Mousserati, a affirmé que cet évènement «est l'occasion de renforcer l'engagement collectif et individuel en faveur de la lutte contre la corruption, afin de bâtir une société plus intègre et plus transparente, et de réaffirmer la détermination de l'Etat à poursuivre les efforts déployés pour promouvoir la transparence et la bonne gouvernance».
Et d'ajouter que «cette journée d'information vise à mettre en évidence l'importance du renforcement de la transparence de la vie publique et de la bonne gouvernance, qui constitue un élément clé dans l'élaboration et l'adoption de normes relatives à la prévention et à la lutte contre la corruption, et leur impact sur la modification des comportements individuels et collectifs, dans le but de former l'intégrité des générations futures dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable».
A cette occasion, la responsable a souligné que la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption pour la période 2023-2027 est le fruit des efforts de différents acteurs, ajoutant que les mesures de cette stratégie nationale sont étroitement liées aux objectifs de développement durable relatifs à la paix, à la justice et aux institutions efficaces, tels que le recouvrement des avoirs, la lutte contre le blanchiment d'argent, l'intégrité de l'argent public et du secteur privé et le développement d'institutions efficaces, transparentes et responsables.
La Haute Autorité a veillé, lors de l'élaboration de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, à inclure ces objectifs liés au renforcement de la transparence dans la gestion des affaires publiques dans la déclaration de biens, en sus de l'adoption de la déclaration électronique.
S'agissant de la transition numérique, l'intervenante a souligné que son instance a tenu depuis son installation à emprunter cette voie qui se veut un choix stratégique de l'Etat algérien pour renforcer la transition numérique, contribuer à accélérer le rythme de transition vers la généralisation de la technologie numérique dans divers domaines liés à la prévention et à la lutte contre la corruption, comme ce fut le cas avec le lancement du réseau algérien de la transparence "Narakom", à travers lequel interagissent les différents acteurs de la société civile, et le lancement de la plateforme "Balaghana" qui facilite et encourage le signalement.
Les travaux de cette journée d'information, placée sous le même thème retenu par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'année 2024 se poursuivent avec au programme «l'examen de l'impact de la bonne gouvernance sur le traitement de la problématique de changement des comportements des individus et des collectivités, en vue de former l'intégrité des générations futures, à la lumière de la réalisation des objectifs du développement durable».
L'accent a également été mis sur l'importance de la déclaration des biens, en tant que mécanisme visant à renforcer la transparence, et du numérique pour faciliter le traitement des déclarations.

SYRIE

## La Banque centrale assure que l'argent des déposants est «en sécurité»

**La Banque centrale de Syrie a affirmé lundi que l'argent des déposants était «en sécurité» après que les rebelles ont renversé l'ancien président Bachar al-Assad à la faveur d'une offensive éclair la veille. «La Banque centrale de Syrie poursuit son travail (..) et nous assurons à nos concitoyens traitant avec toutes les banques en activité que leurs dépôts et fonds placés auprès de celles-ci sont en sécurité», a indiqué l'institution dans un communiqué, après des scènes de chaos devant certaines institutions publiques, dont la Banque centrale.**

RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

## Organisation d'un atelier de formation à Batna

Un atelier de formation sur le rôle des collectivités locales dans l'économie sociale et solidaire à l'échelle locale s'est tenu lundi à Batna sous l'égide du directeur du programme de l'économie sociale et solidaire au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Ghanem Belahoua et la représentante de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Nawal Rabia. La rencontre a regroupé des cadres des collectivités locales, des directeurs exécutifs en rapport avec l'économie sociale et solidaire, des élus locaux et des acteurs de terrain qui ont suivi des explications détaillées sur les objectifs, les domaines et les catégories ciblées dans le cadre de ce programme. Dans une déclaration à l'APS, M. Belahoua a précisé que cet atelier s'inscrit dans la continuité des rencontres de présentation tenues dans les wilayas de Timimoune et de Bouira de ce programme et de sensibilisation des élus locaux et certains directeurs exécutifs en rapport direct avec le domaine de l'économie sociale et solidaire en vue de générer des opportunités d'emploi et des activités à impact social servant le développement durable.
L'atelier vise, a ajouté l'intervenant, à proposer un cadre de concertation avec les acteurs locaux pour consolider les opportunités de l'économie sociale et solidaire au niveau local et définir les opérations éligibles au financement dans ce domaine. Le programme de l'économie sociale et solidaire en Algérie, a-t-il ajouté, s'inscrit dans le cadre de la convention signée entre le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale et l'Union européenne et supervisé par le Programme des Nations-Unies pour le développement en Algérie dans 12 wilayas pilotes à travers les trois zones de Batna (Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi et M'sila), Timimoun (Timimoun, El Bayadh, El Meneaa, Beni Abbes) et Bouira (Bouira, Tizi Ouzou, Boumerdès et Médéa).